



EXTRAIT DES DELIBERATIONS
Séance du 17 novembre 2023
DOSSIER N° 2023 DOB 2024 F 34 15

Politique :

Finances

Programme(s) :

Objet :

Débat d'orientation budgétaire 2024

Service instructeur : DFI/SFP

Dépenses et (ou) recettes budgétées

Dépenses et (ou) recettes inscrites

à la présente session

Fiche financière jointe

Dépenses : investissement

fonctionnement

Recettes : investissement

fonctionnement

Dépenses à budgéter ultérieurement

Année

Montant

Annexe jointe

Sans incidence financière

Rapporteur : M. Polat

Commission : Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux

L'an deux mille vingt-trois, dix-sept novembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental de l'Isère s'est réuni en séance publique à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	49
Représentés :	7
Absents :	2

Présents : M. Thierry Badouard, M. Jean-Pierre Barbier, M. Franck Benhamou, M. Daniel Bessiron, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : M. Jérôme Cucarollo donne pouvoir à Mme Pauline Couvent, Mme Imen De Smedt donne pouvoir à Mme Annie Pourtier, Mme Martine Faïta donne pouvoir à Mme Delphine Hartmann, M. Franck Longo donne pouvoir à M. Vincent Chriqui, M. Damien Michallet donne pouvoir à M. Olivier Bonnard, M. Bernard Perazio donne pouvoir à M. Roger Marcel, M. Fabien Rajon donne pouvoir à M. Christophe Borg

Absents : M. Gérard Dézempte, M. Pierre-Didier Tchétché

M. Julien Polat a été désigné(e) secrétaire de séance.

EXTRAIT DES DELIBERATIONS
Séance du 17 novembre 2023
DOSSIER N° 2023 DOB 2024 F 34 15

Numéro provisoire : 5696 - Code matière : 7.1.2

Dépôt en Préfecture le : 23-11-2023

Publication le : 23-11-2023

Notification le : 23-11-2023

Exécutoire le : 23-11-2023

Acte réglementaire ou à publier : Non

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE

Le Conseil départemental,

Vu le rapport du Président n°2023 DOB 2024 F 34 15,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

Entendu, le rapport du rapporteur M. Polat au nom de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

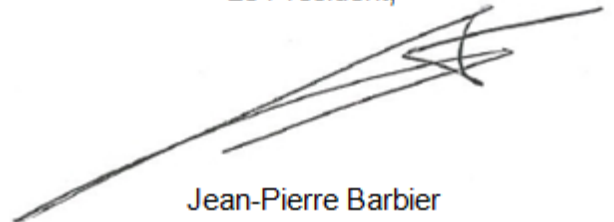
DECIDE

de prendre acte, après en avoir débattu, du rapport ci-annexé, relatif au "débat d'orientation budgétaire 2024" du Département de l'Isère, ainsi que de ses annexes.

Prise d'acte

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name of the signatory.

Jean-Pierre Barbier



Rapport d'orientation budgétaire 2024

RAPPORT sur les ORIENTATIONS BUDGETAIRES de l'exercice 2024
--

Sommaire

I.	Evolution du contexte économique et social de l'Isère	4
A.	Une économie iséroise résiliente dans une région dynamique	4
B.	Une croissance démographique qui s'atténue et qui est marquée par le vieillissement de la population	10
II.	Evolution du contexte économique et financier	13
A.	Le contexte économique et financier au niveau national et départemental.....	13
1.	Le ralentissement économique est sensible mais la France sort de l'inflation et évite de justesse la récession	13
2.	Analyse de la situation financière des Départements	19
3.	Le contexte budgétaire et financier pour le Département de l'Isère	23
B.	La situation financière du Département de l'Isère	26
1.	Le niveau de fiscalité de l'Isère	26
2.	L'investissement du Département	28
3.	La dette propre du Département	28
4.	La dette garantie du Département.....	33
C.	Les ressources humaines	35
1.	Les dépenses de personnel	35
2.	La structure des effectifs	38
3.	Le temps de travail.....	43
4.	Les avantages en nature.....	43
III.	Les orientations politiques	44
A.	Premiers décryptages de la loi de finances pour 2024 et de ses incidences sur les finances des Départements	44
B.	La prospective départementale	46
C.	Les engagements pluriannuels	48
D.	Vers un schéma global des solidarités : une feuille de route pour investir dans le social	49
E.	Agir et soutenir l'action des territoires isérois pour accompagner les transitions	52
F.	Soutenir les territoires en étant au rendez-vous des nouveaux enjeux.....	55
G.	Soutenir les collectivités c'est également s'inscrire de façon dynamique dans les contractualisations structurantes pour les territoires	56
H.	Au service de ses politiques publiques, un Département disposant de ressources internes performantes, engagées et adaptées.....	57

Conformément à l'article L.3312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent Rapport sur les orientations budgétaires (ROB) de l'exercice 2024 donnera lieu à un débat au Conseil départemental, dont il sera pris acte par une délibération spécifique. A travers l'examen de la situation financière, il s'agira ainsi de présenter les orientations budgétaires du Département, notamment pour 2024.

I. Evolution du contexte économique et social de l'Isère

En 2022, la plupart des indicateurs des Départements restent bons malgré un contexte mondial incertain, marqué notamment par l'inflation et une croissance en berne.

En dépit des difficultés de recrutement, la dynamique de l'emploi se maintient, largement portée par l'industrie. Le taux de chômage poursuit sa baisse pour s'établir à un niveau historiquement bas début 2023. La baisse du nombre de foyers allocataires du RSA, amorcée fin 2020, se prolonge mais à un rythme plus modéré.

Par ailleurs, le marché de l'immobilier est resté globalement dynamique même si un ralentissement du nombre de transactions a été observé.

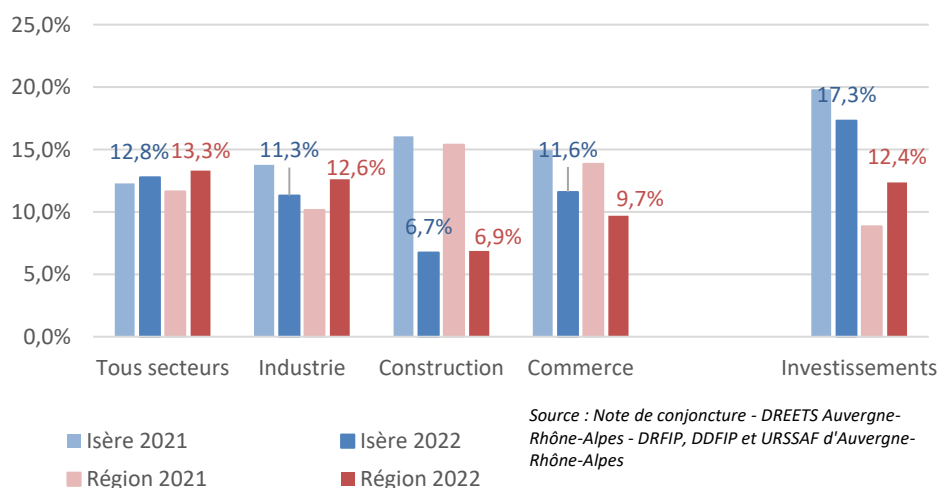
A. Une économie iséroise résiliente dans une région dynamique

En Isère, en 2022, le chiffre d'affaires des entreprises s'élève à 75,9 milliards d'euros. Il est en hausse de + 12,8 % (soit légèrement moins qu'à l'échelle régionale : + 13,6 %), niveau semblable à celui observé en 2021.

Cette croissance concerne les trois secteurs d'activités clés, mais de façon contrastée : elle s'élève à + 11,6 % dans le commerce et la réparation automobile, + 11,3 % dans l'industrie manufacturière et + 6,7 % dans la construction (qui connaît un net ralentissement par rapport à 2021 : + 16,1 %). Ces évolutions résultent de deux effets : un effet volume, correspondant au nombre de produits ou services vendus et un effet prix important du fait de l'inflation qui atteint des niveaux inédits depuis les années 1990.

L'investissement des entreprises iséroises reste à la hausse et est plus élevé qu'au niveau régional (+ 17 % contre + 15,6 %) malgré un léger ralentissement après une année 2021 exceptionnelle.

Evolution des chiffres d'affaires et de l'investissement des entreprises en Isère et en région



Début 2023, en Isère, la croissance globale des chiffres d'affaires ralentit, en particulier dans le commerce et la réparation automobile (+ 0,4 %), mais reste remarquable (+ 7,8 % par rapport à la même période en 2022). En effet, les deux autres secteurs clés que sont l'industrie et la construction voient leurs chiffres d'affaires poursuivre leur croissance (+ 12,3 % et + 9,3 %).

L'investissement se poursuit à un niveau élevé (+ 17 %), ce qui révèle une confiance en l'avenir (à noter que ce niveau est nettement supérieur au niveau régional pourtant déjà élevé : + 12,4 %).

L'emploi a fait preuve d'une bonne résistance tout au long de l'année, malgré le ralentissement de l'activité économique au second semestre 2022.

Après les fortes hausses du nombre d'emplois enregistrées en 2021 et début 2022, la croissance enregistrée début 2023 est plus modérée.

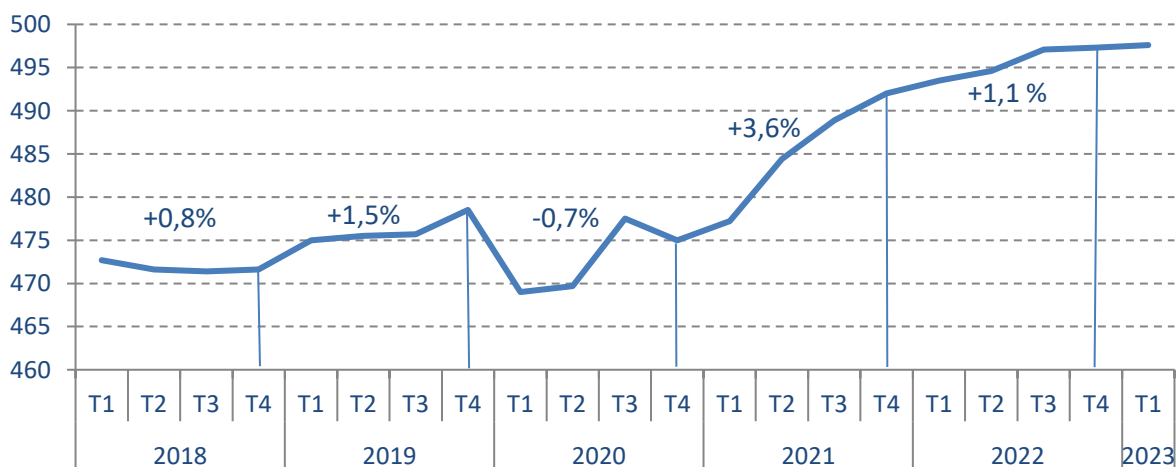
A la fin du premier trimestre 2023, l'Isère compte près de 500 000 emplois salariés (contre 475 000 fin 2020).

Sur un an, le nombre d'emplois salariés augmente de + 1,1 % (+ 1,3 % à l'échelon régional). En 2022, l'Isère se distingue de la région et de la France par le dynamisme de son industrie.

Les difficultés de recrutement, qui s'intensifient depuis 2 ans, restent un frein aux créations d'emplois.

Selon l'enquête nationale de la Banque de France, 1 entreprise sur 2 est concernée en avril 2023 contre 36 % en mai 2021.

Nombre d'emplois salariés en Isère du 1er trimestre 2018 au 1er trimestre 2023
2023
(en millier)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Emploi en fin de trimestre, données

Le taux de chômage : en recul continu, il atteint un niveau de quasi plein emploi

Le taux de chômage dans notre département est inférieur aux taux national et régional Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et il se situe même dans le premier quart des départements de France métropolitaine les moins touchés par le chômage.

Ainsi, fin mars 2023, le taux de chômage en Isère était de 5,7 %, en stagnation sur un trimestre, mais à un niveau de quasi plein emploi.

Sur 1 an, cela représente une baisse de - 0,3 point, évolution quasi identique à celle de la France (- 0,2 point) et de la région (- 0,3 point).

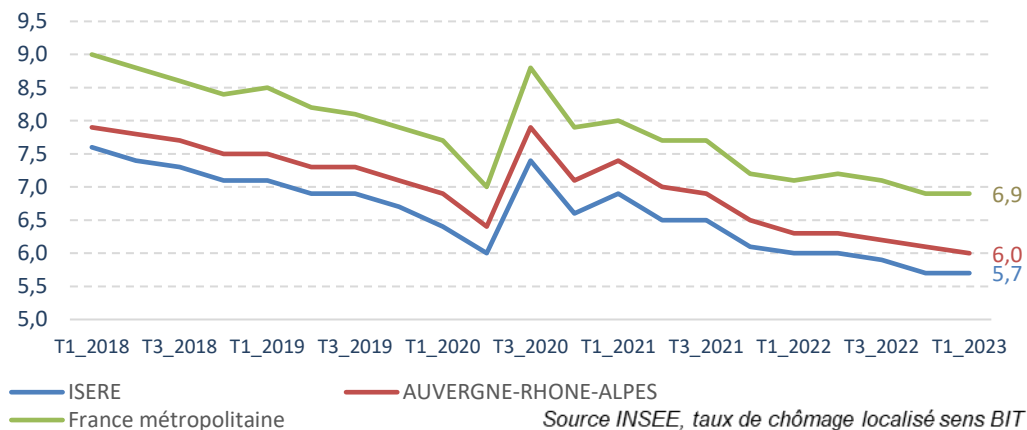
Sur l'année 2022, le taux de chômage de tous les bassins d'emploi du département sont orientés à la baisse.

La zone d'emplois de Voiron, qui couvre le centre Isère bénéficie du taux de chômage le plus bas du département (4,9 % soit - 0,4 point en 1 an).

Les deux autres principales zones d'emplois que sont Grenoble (qui couvre le sud Isère) et Bourgoin-Jallieu (sur le nord-Isère) sont à 6 % et en baisse de - 0,3 point.

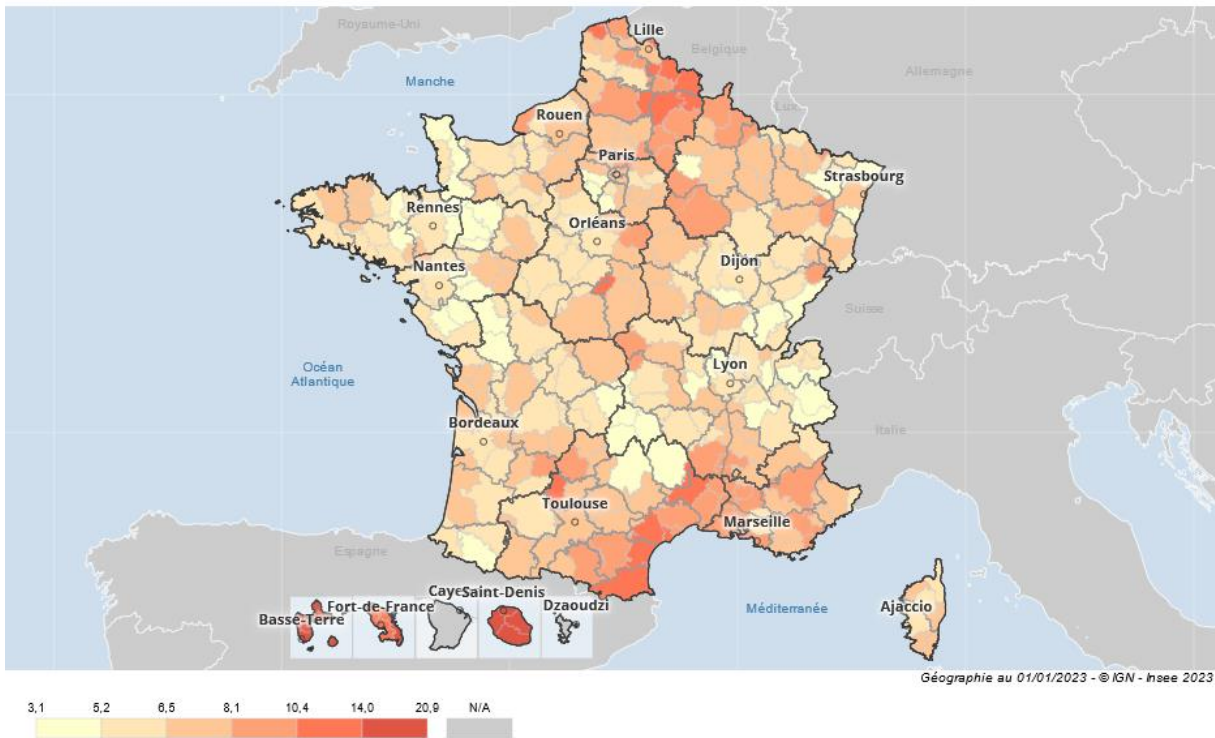
Avec un taux de 6,8 % (- 0,4 point), Vienne-Annonay (qui couvre l'extrême ouest de l'Isère), est la zone d'emploi ayant le plus « fort » taux de chômage.

**Evolution du taux de Chômage
entre le 1er trimestre 2018 et 1er trimestre 2023**



Taux de chômage 1^{er} trimestre 2023 par bassin d'emploi

Taux de chômage trimestriel, 2023-T1 (%) - Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT



En Isère, le nombre de demandeurs d'emplois catégories ABC¹ s'établit en moyenne à 85 290 au second trimestre 2023, dont 55 % sans aucune activité et 45 % en activité réduite.

Ce nombre baisse de - 0,6 % sur un trimestre et de - 2,9 % sur un an (soit - 2 510 personnes). La tendance à la baisse se poursuit mais ralentit : elle était de - 9,8 % l'année précédente.

Cette baisse reste toutefois toujours plus marquée qu'en région AURA, en particulier pour les jeunes (le nombre de demandeurs d'emplois des jeunes augmente en région alors qu'il diminue en Isère).

A noter que cette embellie bénéficie tout particulièrement au chômage de longue durée qui a diminué de - 10 % en un an.

Evolution des demandeurs d'emplois en Isère (second trimestre 2023)

	Nombre T2 2023 Isère	Part dans ABC	évol sur un an Isère	évol sur un an région
Catégorie ABC	85 290		-2,9%	-1,8%
Dont moins de 25 ans	10 730	13%	-1,0%	1,1%
Dont 50 ans et plus	22 400	26%	-4,2%	-2,8%
Dont Longue durée (1 an et +)	34 930	41%	-10,1%	-8,8%
Dont cat A	46 590	55%	-5,2%	-5,1%

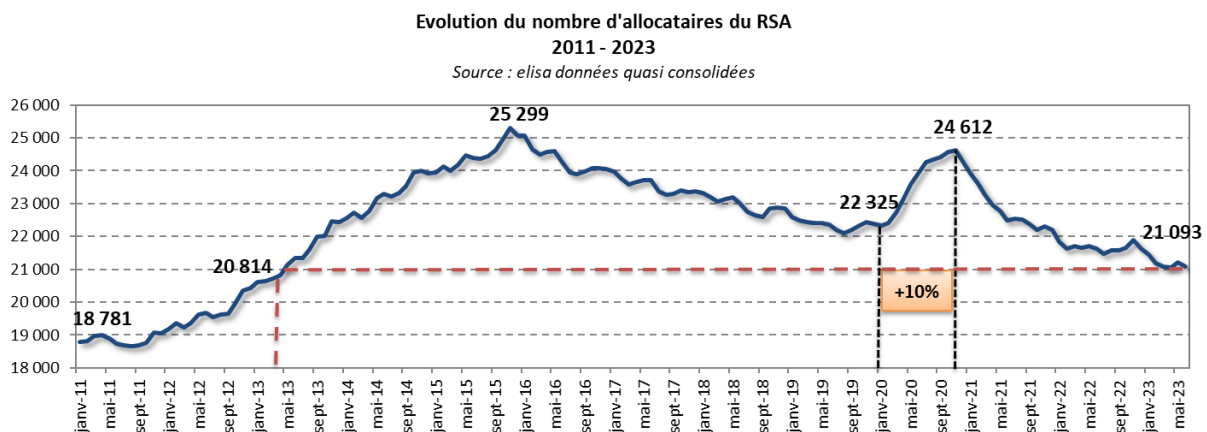
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

¹ Nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un travail ayant exercé ou non une activité.

Le nombre d'allocataires RSA : en baisse continue mais à un rythme plus modéré

Sur l'année 2022, pour la deuxième année consécutive, le nombre d'allocataires du RSA diminue (- 1,8 %, niveau similaire à l'évolution régionale et nationale), mais dans une moindre mesure que celle enregistrée post-crise sanitaire. Cette baisse a surtout été marquée sur le premier trimestre, le reste de l'année tendant vers une stagnation. Cette diminution correspond à 585 foyers, soit 800 personnes. A noter que tous les profils des allocataires du RSA ont diminué, à l'exception des personnes de plus de 55 ans, dont le nombre continue d'augmenter.

En juin 2023, 21 100 personnes sont allocataires du RSA. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, ce sont 4 % des Isérois qui sont couverts par ce dispositif. La situation est cependant différente selon les territoires et le taux de couverture est plus élevé au sein des territoires urbains (6 % sur l'Agglomération grenobloise, 5 % en Isère rhodanienne et sur Porte des Alpes).



Les parcours des allocataires du RSA au sein du dispositif sont très hétérogènes.

L'analyse du parcours des nouveaux entrants, montre des trajectoires plutôt dynamiques : déjà six mois après leur entrée dans le dispositif, 1/3 d'entre eux ne perçoivent plus le RSA, et dans 7 cas sur 10 il s'agit d'une sortie durable².

Si 3 ans après leur entrée dans le dispositif, un quart des nouveaux entrants perçoivent encore le RSA, parmi ceux-là, seule un peu plus de la moitié a perçu le RSA de manière permanente. Cela représente seulement 15 % de l'ensemble des nouveaux entrants qui percevront le RSA en continu.

Ainsi, parmi les nouveaux entrants, les sorties sont rapides et souvent durables, et les trajectoires sans mobilité sont peu fréquentes. Pourtant, entre ces deux polarités, une part importante des allocataires va graviter autour du dispositif : un quart des nouveaux entrants connaîtront au moins un aller-retour hors du RSA au cours des trois années suivantes (une sortie du RSA suivie d'un retour ultérieur) et 4,5 % des nouveaux entrants connaîtront plusieurs allers-retours.

² Sortie du RSA dans la première année de perception, et sans retour dans le dispositif sur les deux années suivantes).

L'analyse de l'ancienneté dans le dispositif confirme la présence d'allocataires qui peuvent graviter durablement autour du RSA : un peu plus du tiers des allocataires de décembre 2022 (36 %) percevaient déjà l'allocation 6 ans auparavant et 20 % ont perçu le RSA en continu durant les 6 années précédentes.

Ces trajectoires de perception du RSA montrent également des disparités territoriales.

En effet, les nouveaux allocataires du RSA qui résident dans les territoires ruraux ou péri-urbains de l'Isère sont plus souvent des bénéficiaires temporaires du RSA, tandis que ceux qui habitent dans les grands centres urbains sont relativement plus nombreux à percevoir le RSA de manière durable et continue.

L'immobilier : une nouvelle année record en 2022 mais des incertitudes sur l'avenir

L'année 2022 fait suite à une année 2021 exceptionnelle par le volume de transactions, marquée notamment par le rattrapage lié à la pandémie du Covid.

D'après l'observatoire des notaires de l'Isère, le marché immobilier isérois en 2022 est resté globalement dynamique même si un ralentissement du nombre de transactions a été observé depuis l'automne.

Les volumes comme les prix ont poursuivi leurs progressions. Tous biens confondus le nombre de biens vendus a augmenté de + 7,2 % (contre + 19,5 % en 2021).

La demande pour les maisons reste forte et les prix ont augmenté de + 8,1 % dans l'ancien avec un prix médian qui atteint 277 200 €.

Pour les appartements, dans l'ancien, le prix par m² médian s'établit à 2 440 € en hausse de + 6,2 %. Le marché du neuf, quant à lui, a enregistré une hausse globale de + 4,3 % des prix de vente.

Malgré cette tendance globale, des disparités territoriales existent, ainsi le ralentissement est plus important en ville qu'en secteur périurbain ou à la campagne.

« Le marché reste porté par une demande importante, mais il y a davantage d'attentisme. Les acquéreurs achètent moins rapidement, et négocient. Autre spécificité de l'année écoulée, le marché s'est révélé moins accessible aux primo-accédants. Les acquéreurs, qui disposent de peu d'apport personnel, rencontrent davantage de difficultés à obtenir un prêt, atteignant la limite du taux d'usure. Malgré tout, l'immobilier reste une valeur refuge », note Maître Stanislas Dufresne.

En revanche, l'année 2023 connaît un ralentissement plus prononcé du marché immobilier du fait de la conjoncture économique (accroissement des taux de crédit et de l'inflation notamment) et du climat international.

B. Une croissance démographique qui s'atténue et qui est marquée par le vieillissement de la population

La population iséroise en hausse grâce au solde naturel

L'Isère compte 1 277 500 habitants (dernières données du recensement). C'est 34 000 habitants de plus en 6 ans, soit une hausse de + 2,7 % contre + 4 % sur la période précédente.

Ce ralentissement s'explique par un solde migratoire nul (le nombre de nouveaux habitants sur le département équivaut à celui des départs) et par un solde naturel qui ralentit mais reste positif.

Ce sont donc bien le nombre de naissances, supérieur au nombre de décès, qui porte la croissance iséroise.

Le département se caractérise ainsi par une population relativement jeune : les moins de 21 ans représentent 27 % de la population (soit 340 550 jeunes) contre 25,4 % en région Auvergne-Rhône-Alpes et 24,9 % en France métropolitaine.

Toutefois, l'Isère n'échappe pas au vieillissement de sa population et cette tendance va se poursuivre.

Projection à l'horizon 2070 en Isère : 1 372 000 habitants

L'Insee projette que, dans l'hypothèse d'une poursuite des tendances démographiques récentes, l'Isère compterait environ 1 372 000 habitants en 2070, soit un gain de 109 000 personnes par rapport à 2018.

L'Isère ferait partie des départements où la croissance démographique serait légèrement plus soutenue que celle de la région.

La croissance démographique iséroise ne serait cependant pas linéaire : la population augmenterait jusqu'en 2056 et déclinerait faiblement ensuite.

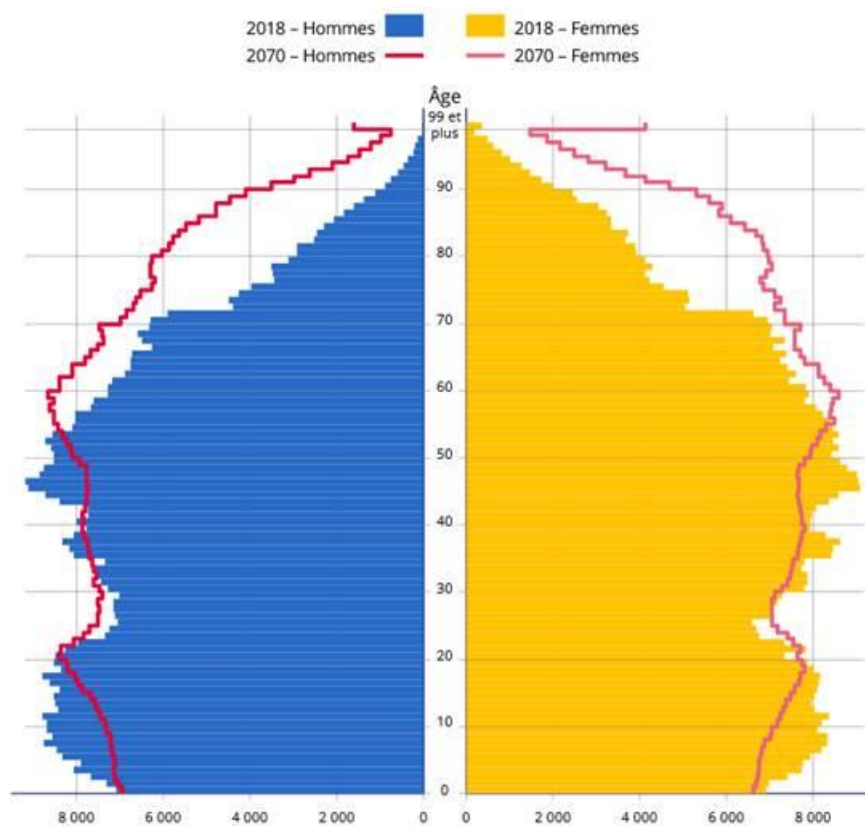
Par ailleurs, sous l'effet de l'amélioration de l'espérance de vie notamment, la population continuerait de vieillir d'ici 2070, modifiant la structure par âge des habitants du département (cf. graphique ci-après).

Ainsi, le vieillissement se manifesterait à la fois par la hausse du nombre de personnes de 75 ans ou plus (+ 123 000) et par la baisse de celles des moins de 20 ans (- 32 400).

La part des personnes de 75 ans ou plus passerait de 8 % en 2018 à 17 % en 2070. Cette tendance s'observerait aussi au niveau régional (9 % en 2018 et 18 % en 2070).

En conséquence, l'âge moyen de la population iséroise augmenterait de près de 6 ans, passant de 39,9 ans en 2018 à 45,4 ans en 2070.

Evolution de la pyramide des âges en l'Isère entre 2018 et 2070



Une révolution démographique aux enjeux multiples notamment en termes de prise en charge de la perte d'autonomie

Le Département, en tant que chef de file de l'action sociale est directement impacté par ces projections au titre de sa politique autonomie et en particulier du pilotage du dispositif de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Aujourd'hui, 109 000 personnes sont âgées de 75 ans ou plus en Isère (soit 9 % de la population), dont les $\frac{3}{4}$ sont autonomes.

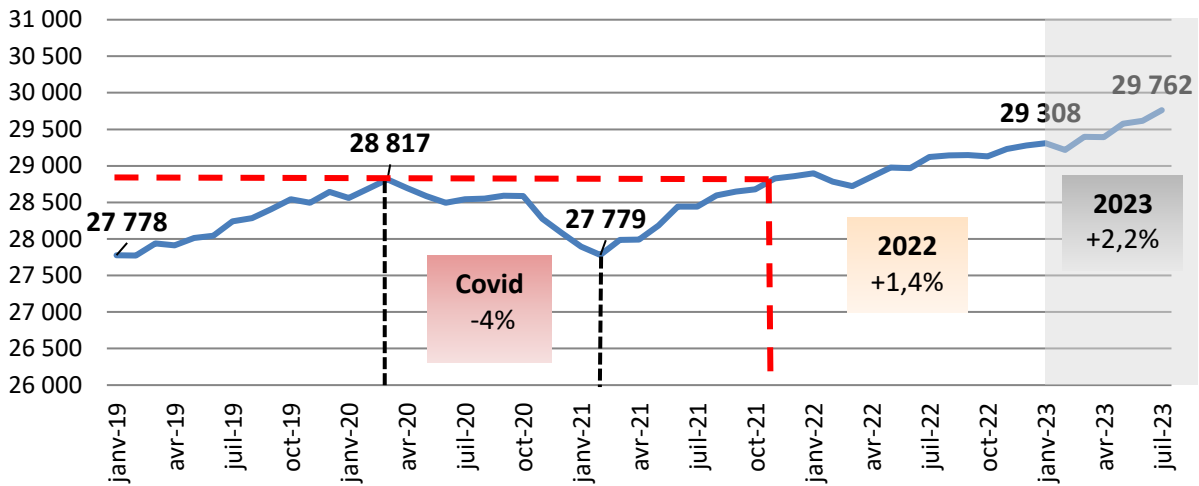
En juillet 2023, ce sont ainsi 29 760 bénéficiaires de l'APA qui vivent en Isère dont la moitié est modérément dépendante (Gir 4).

Entre mars 2020 et février 2021, suite à la crise sanitaire, le nombre de bénéficiaires a chuté de - 4 % (allant jusqu'à - 11 % pour les personnes vivant en établissement).

Leur nombre a ensuite repris sa progression pour atteindre son niveau d'avant crise en novembre 2021 et ne cesse d'augmenter depuis.

Ainsi, en 2022, ce sont 410 personnes de plus qui sont entrées dans le dispositif (+ 1,4 %). Entre janvier et août 2023, ce chiffre est déjà dépassé avec 650 personnes supplémentaires (+ 2,2 %).

Evolution du nombre de bénéficiaires de l'APA depuis 2019

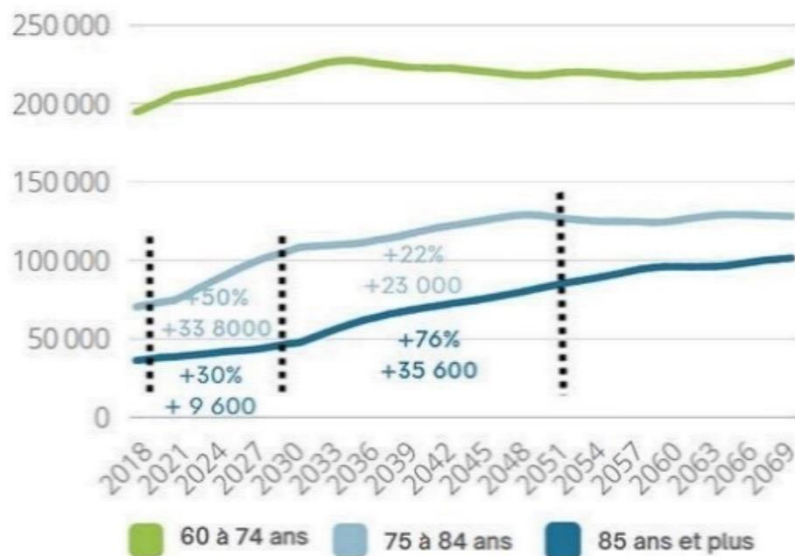


D'ici 2030, les personnes âgées de 75 ans et plus seraient 152 800 en Isère et augmenteraient ainsi de + 40 %.

A noter que cela se traduirait par une hausse de plus de 5 000 bénéficiaires de l'APA à domicile.

Si la décennie 2020-2030 est celle de l'explosion des 75-85 ans et donc celle de l'adaptation de la société au vieillissement de la population, la décennie 2030-2040 sera celle du défi de la dépendance avec la très forte croissance des 85 ans et plus.

Evolution en Isère des effectifs des personnes âgées de 60 ans et plus entre 2018 et 2070



Sources : Insee – Omphale 2022 – exploitation ODE/DPM/CD38

II. Evolution du contexte économique et financier

A. Le contexte économique et financier au niveau national et départemental

1. Le ralentissement économique est sensible mais la France sort de l'inflation et évite de justesse la récession

Depuis le début de l'année 2023, l'économie française sort progressivement de la zone d'inflation et parvient à éviter, de justesse, la récession.

La croissance économique apparaît, depuis 2023, bien faible (la prévision de croissance pour 2023 s'élève à moins de 1 % : autour de 0,7 %), mais certains pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne devraient enregistrer une contraction de leur PIB (respectivement - 0,3 % et - 0,1 %) en 2023.

L'absorption des chocs majeurs de ces dernières années (pandémie internationale, guerre en Ukraine) permet d'envisager une reprise de la croissance française bien que plus modérée qu'auparavant.

Les données clés essentielles de l'économie française de 2019 à 2025

(révisions par rapport à mars 2023 en italique)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	- 7,7	6,4	2,5	0,7	1,0	1,5
	-	-	-	-	0,1	- 0,2	- 0,2
IPCH	1,3	0,5	2,1	5,9	5,6	2,4	1,9
	-	-	-	-	0,2	0,0	0,0
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,4	4,4	3,0	2,1
	-	-	-	-	0,2	0,1	0,0
Créations nettes d'emplois (en milliers)	338	- 5	802	775	193	- 65	- 44
	-	-	-	-	130	124	- 40
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	8,5	8,0	7,9	7,3	7,1	7,4	7,6
	-	-	-	-	- 0,4	- 0,7	- 0,5

Source : Projections économiques – Banque de France – 21 juin 2023

Une reprise progressive de la croissance

Aidée par la détente des prix de l'énergie amorcée début 2023 et qui se poursuivrait jusqu'en 2025, une phase de reprise progressive de la croissance s'amorcerait en 2024 et s'accentuerait en 2025, avec des rythmes de croissance en moyenne annuelle de 1 % en 2024 et de 1,5 % en 2025 (cf. graphe ci-dessous).

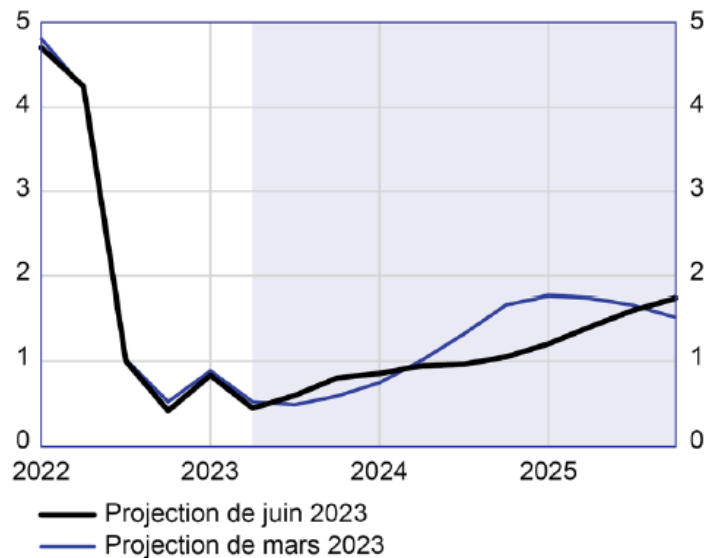
La croissance serait liée à la consommation des ménages qui regagnerait en dynamisme aidée notamment par l'effet du repli de l'inflation.

La baisse du pouvoir d'achat en 2022 et 2023, notamment liée à l'inflation aura donc impacté, de façon temporaire, la consommation des ménages (- 0,1 % en 2023).

Le pouvoir d'achat par habitant, augmenterait de + 0,9 % en 2024 et de + 0,5 % en 2025. La consommation accélérerait ensuite en 2024 (+ 1,5 %) puis progresserait au même rythme en 2025.

Les projections de croissance du PIB en France pour les années 2022 à 2026

(glissement annuel en %)



Source : Projections économiques – Banque de France – 21 juin 2023

Un reflux progressif de l'inflation

La hausse des taux d'intérêt en 2022 et 2023 produit progressivement ses effets sur l'inflation. A cela s'ajoute le contexte d'accalmie sur les prix des matières premières énergétiques et alimentaires : en conséquence l'ensemble des composantes de l'inflation semble se replier.

En effet, les prix de détail de l'énergie (notamment du pétrole et du gaz) poursuivraient leur déclin amorcé en 2023 dans le sillage des prix de gros sur les marchés internationaux (les prix à terme du gaz sur le marché européen sont revenus à leur niveau de l'été 2021).

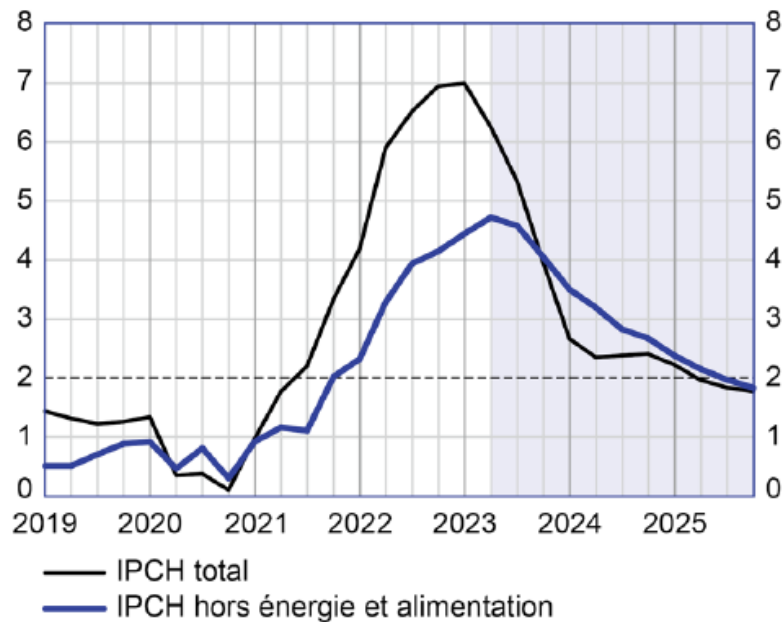
L'inflation IPCH (Indice des prix à la consommation harmonisé) devrait continuer son reflux en 2023 et au-delà, sous réserve de l'absence de nouveaux chocs sur les matières premières importées (cf. graphe ci-après).

En moyenne annuelle, l'inflation s'établirait autour de 5,6 % en 2023 (5,3 % en zone euro) puis à 2,4 % en 2024 (2,9 % en zone euro) et de 2 % en 2025 (2,2 % en zone euro).

L'objectif de la Banque centrale européenne étant de contenir l'inflation à 2 % environ, la baisse des taux ne devrait donc pas s'amorcer d'ici là.

Zoom sur les projections de l'inflation

Elevée en 2022 et 2023, elle ralentit à compter de 2024



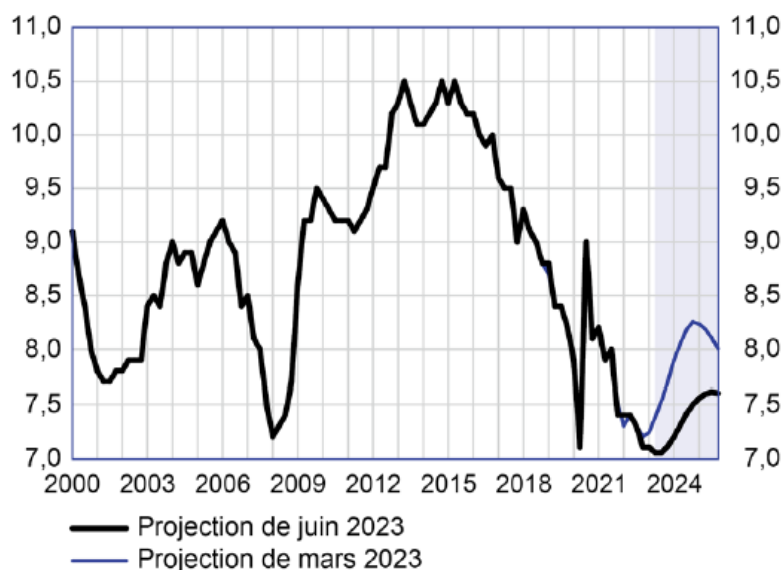
Source : Projections économiques – Banque de France – 21 juin 2023

Un taux de chômage historiquement bas

Avec le ralentissement de l'activité, le taux de chômage, historiquement bas, remonterait mais très modérément en 2024 et 2025. Il pourrait se situer autour de 7,6 % en 2025. A noter que ce niveau demeurerait encore nettement inférieur à celui de la période pré-covid (pic de 10,5 % en 2015).

Projections du taux de chômage jusqu'en 2025

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)



Source : Projections économiques – Banque de France – 21 juin 2023

La problématique toujours plus sensible du déficit public et de la croissance de la dette

En 2022, le déficit public atteint 124,5 milliards d'euros, soit 4,7 % du Produit intérieur brut (PIB). A noter que le déficit provient de l'Etat (presque -147 milliards d'euros, en hausse de 61 milliards de 2019 à 2022). Les collectivités locales affichent un excédent de 4,8 milliards d'euros et le solde des administrations de sécurité sociale affiche lui aussi un excédent, pour la première fois depuis 2019 (de presque 10 milliards).

► 3. Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

	2019	2020	2021	2022
État	-85,7	-179,9	-142,4	-146,9
Organismes divers d'administration centrale	-2,4	21,0	-1,5	12,0
Administrations publiques locales	-1,1	-3,5	-0,8	0,8
Administrations de sécurité sociale	14,5	-45,8	-17,2	9,6
Ensemble des administrations publiques	-74,7	-208,2	-162,0	-124,5

Lecture : en 2022, le déficit de l'État est de 146,9 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Ce déficit est élevé alors même que le taux de prélèvements obligatoires augmente pour atteindre 45,4 % du PIB après 44,3 % en 2021 (cette hausse est notamment portée par la hausse de la TVA et la hausse de la masse salariale).

La dette publique augmente de façon exponentielle : + 126,4 milliards d'euros en 2022 et s'établit à environ 3 000 milliards d'euros.

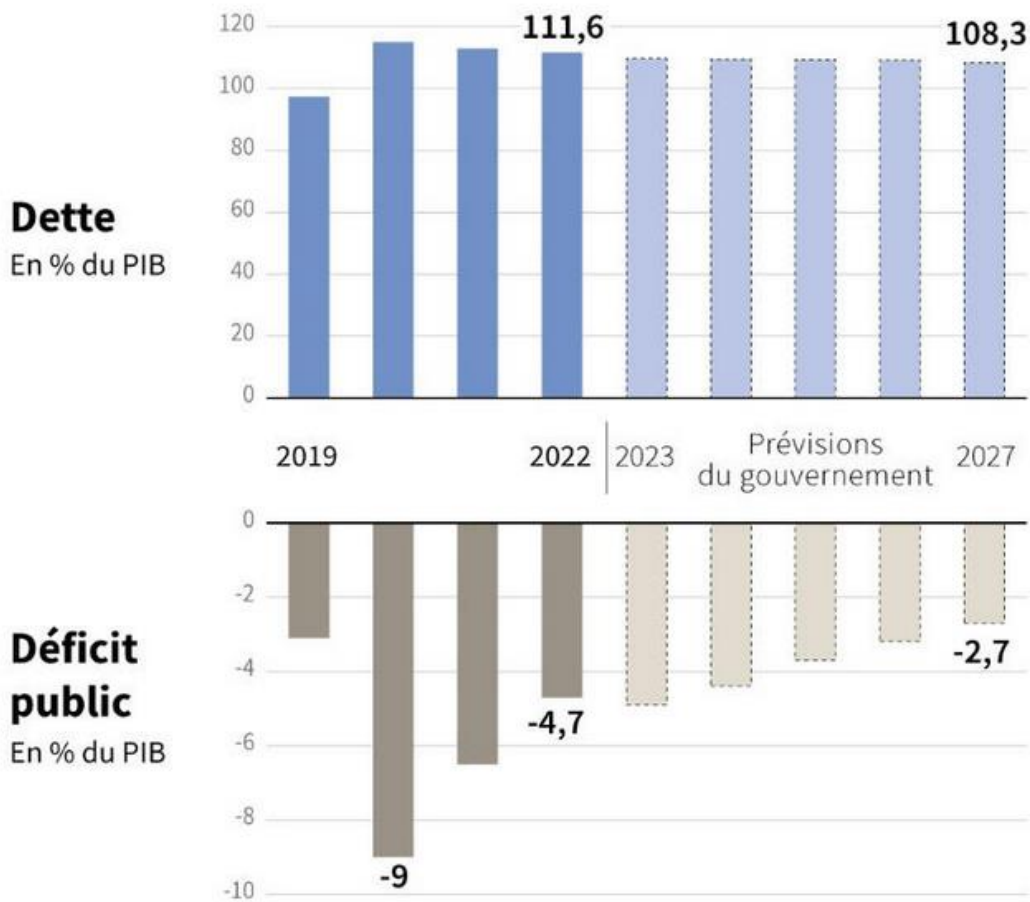
En 2022, le ratio dette publique / PIB se réduit légèrement à environ 112 %, après presque 113 % fin 2021, mais ce ralentissement provient de la hausse du PIB (+ 5,5 %).

Le Ministre de l'économie et des finances a présenté son objectif de réduction du déficit public afin de contenir la croissance de cette dette. L'objectif affiché est de ramener en 2027 le déficit public à 2,7 % du PIB ce qui permettrait de contenir la dette à environ 108 % du PIB. A noter que même si la France atteignait cet objectif de revenir à moins de 3 % de déficit, ce serait bien après les autres pays.

Ainsi, si contrairement à l'agence Fitch, Standard and Poor's a décidé de maintenir inchangée la note de crédit de la France, elle met toutefois en exergue les incertitudes qui pèsent sur l'engagement du gouvernement à rétablir les comptes publics dans les quatre ans qui viennent.

Evolution de la dette et du déficit de 2019 à 2027

France : dette et déficit



Sources : Insee, gouvernement



France : Dette et déficit public
© Sylvie HUSSON

Source : INSEE – 2023

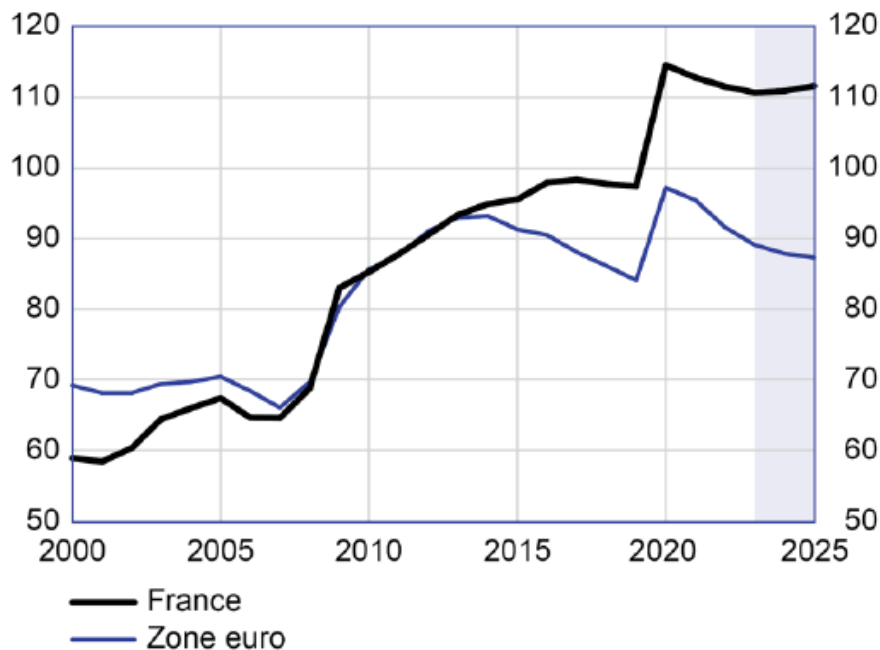
L'écart se creuse entre le taux d'endettement de la France et la moyenne de la zone euro.

Le taux d'endettement public français a davantage augmenté lors de la crise Covid (+ 15 points de PIB en France entre 2019 et 2021, contre + 11 points dans l'ensemble de la zone euro), mais en plus ce taux se replierait plus lentement en France, en comparaison de la baisse plus franche (- 8 points) de la zone euro (qui s'établirait à 87 % du PIB en 2025 contre 110 % en France).

A noter également que, du fait de la hausse des taux, d'ici 2027, la charge annuelle de la dette française devrait atteindre 70 milliards d'euros et devenir le premier poste de dépenses de l'Etat.

Evolution de la dette publique en France (en % du PIB) comparée à la moyenne de la zone euro de 2000 à 2025

(en % du PIB)



Source : Projections économiques – Banque de France – 21 juin 2023

2. Analyse de la situation financière des Départements

Source DGCL (comptes de gestion, INSEE).

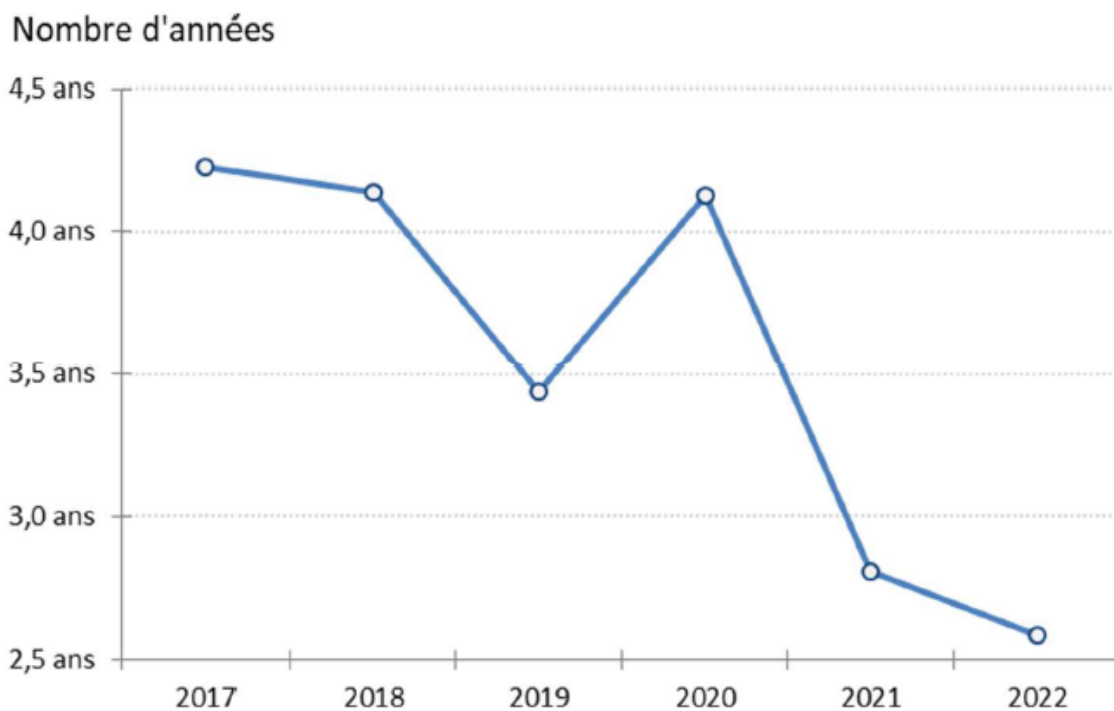
La situation financière des Départements a poursuivi son amélioration en 2022

La situation financière des Départements continue de s'améliorer en 2022 : le délai moyen de désendettement est passé de 4,1 ans en 2020 à 2,8 ans en 2021 et 2,6 ans en 2022, grâce à l'effet conjugué de la baisse de l'encours de dette (- 3 %) mais surtout de la hausse de l'épargne brute de + 5,3 % (voir graphique ci-après).

Cette amélioration est commune à la plupart des Départements. Alors qu'en 2021 deux Départements affichaient un délai de désendettement supérieur à 8 ans, en 2022 ce n'est plus le cas que pour un seul (l'Aisne qui passe cependant sous le seuil des 9 ans) et 8 Départements ont un délai de désendettement inférieur à 1 an.

En 2022, comme auparavant, l'Indre continue de financer ses investissements sans endettement.

GRAPHIQUE 2 - DELAI DE DESENETTEMENT DES DEPARTEMENTS
(ENCOURS DE DETTE / EPARGNE BRUTE)

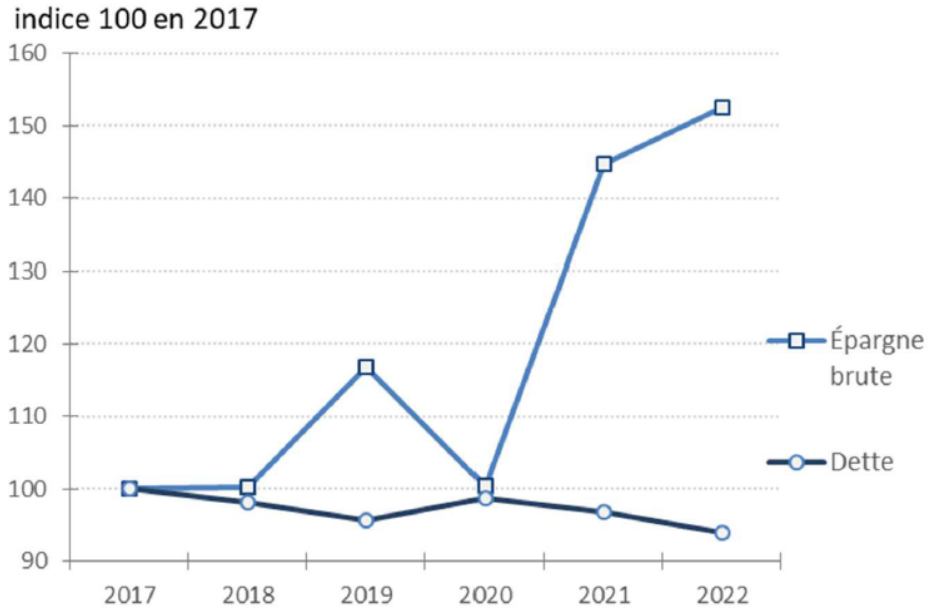


Source : DGCL. Données DGFIIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

Cette amélioration provient d'une croissance des recettes qui excède celle des dépenses

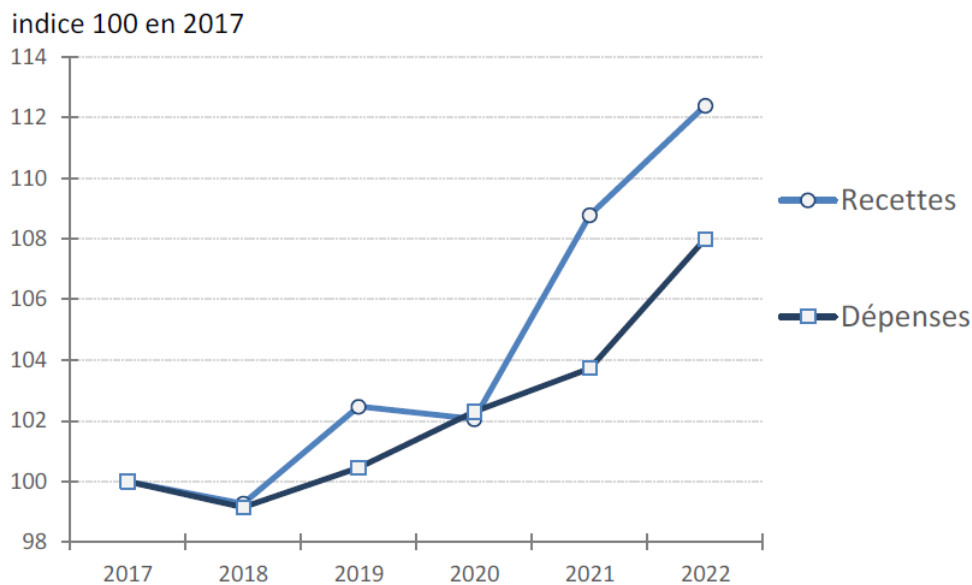
Cette évolution de l'épargne brute est liée à une dynamique moins vive des dépenses de fonctionnement (+ 3,9 %)³ par rapport aux recettes de fonctionnement (+ 4,2 %).

GRAPHIQUE 3 - ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE ET DE LA DETTE AU 31/12 DES DÉPARTEMENTS



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux opérations réelles.

GRAPHIQUE 4 - ÉVOLUTION DES RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ENTRE 2017 ET 2022



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.

³ + 3,9 % hors Seine-Saint-Denis et Pyrénées-Orientales, pour neutraliser les effets de la suppression des dépenses liées à la recentralisation du RSA (elles augmentent de + 2,9 % à champ courant), Source : Obs finances locales-DGCL.

Les recettes de fonctionnement ont progressé en 2022

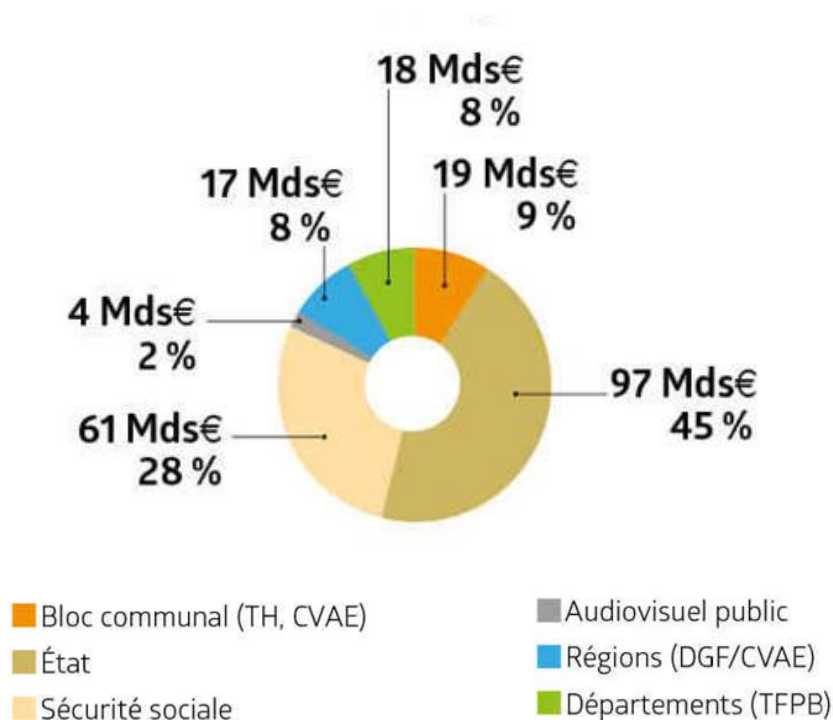
L'augmentation des recettes de fonctionnement constatée en 2022 est commune à la quasi-totalité des Départements (29 Départements ont même des recettes en augmentation de + 5 %).

Depuis 2021, les impôts et taxes des Départements subissent d'importantes modifications notamment perception d'une fraction du produit de TVA en remplacement de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). En raison d'une augmentation de + 1,4 milliard d'euros de cette fraction de TVA, l'ensemble des impôts et taxes augmente de + 4,3 % en 2022.

Le reversement d'une fraction de la TVA (27 % revient aux collectivités)

En 2023, 27 % de la TVA totale revient aux collectivités. L'État, qui transfère par ailleurs des fractions à la Sécurité sociale (compensations d'allègements de charges sociales) et à l'audiovisuel public (compensation de la redevance) voit pour la première année sa part tomber sous 50 %.

Répartition prévisionnelle de la TVA nette française en 2023



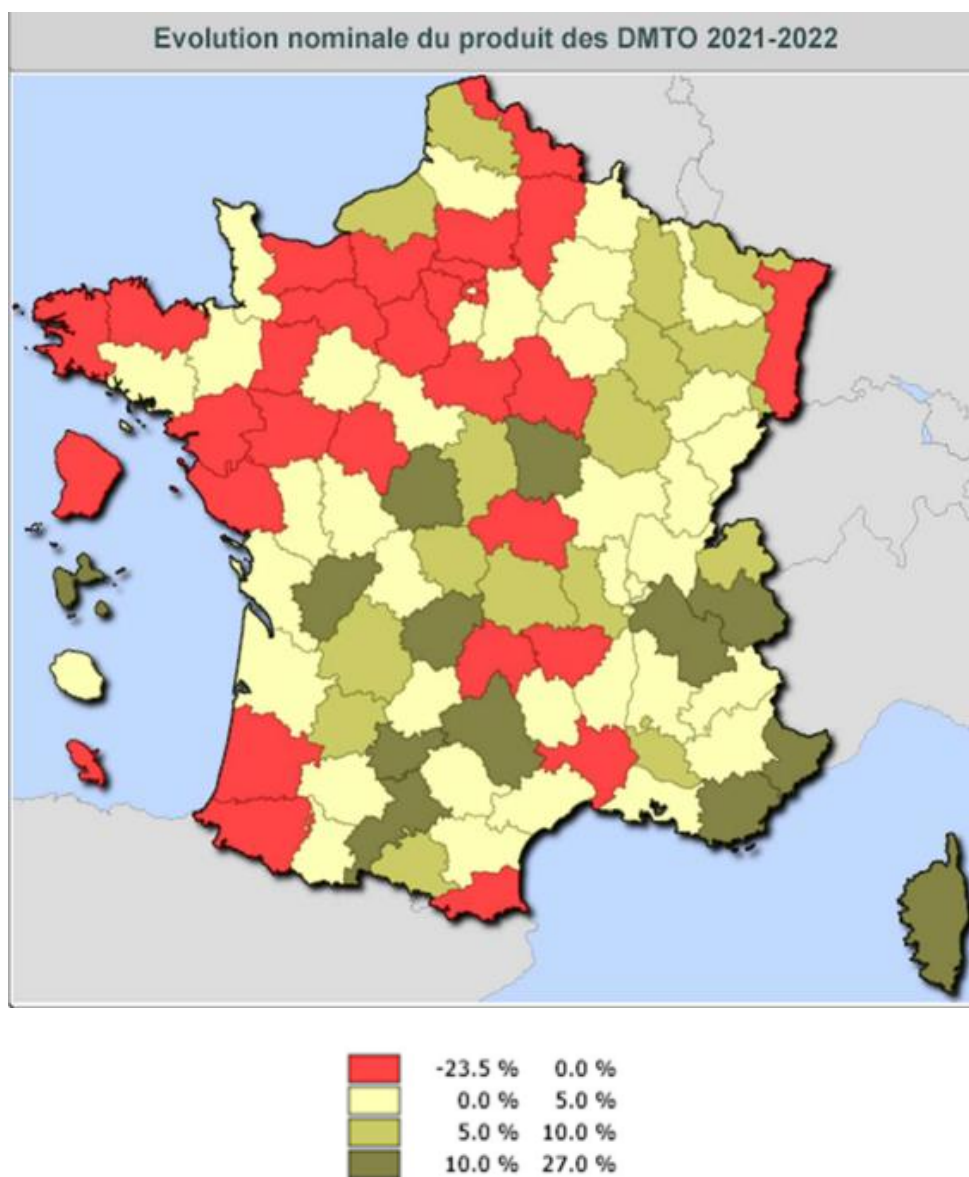
Source: LFI 2023.

La TVA constitue désormais plus de 50 % des recettes régionales, un quart des recettes départementales et près d'un tiers des recettes intercommunales.

Les Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)

Les recettes de DMTO ne progressent plus que de + 1,7 % (contexte de hausse des taux d'intérêt qui provoque un tassement des transactions immobilières non compensé par l'augmentation des prix moyens des biens). Même si le niveau de DMTO atteint en 2022 est très supérieur à celui de 2019 (+ 27 %), il n'en reste pas moins que 31 Départements enregistrent une baisse de leurs DMTO.

Evolution du produit des DMTO de 2021 à 2022



Les dépenses de fonctionnement augmentent moins rapidement

En 2022, les dépenses de fonctionnement des Départements augmentent de + 3,9 %.

Il s'agit donc d'une accélération après + 1,4 % constaté en 2021. Pour 37 Départements la hausse est même de plus de 5 %.

Cette hausse s'explique notamment par la hausse des coûts de l'énergie (électricité, chauffage, carburants), les frais de personnel (+ 5 % avec la revalorisation du point d'indice).

Pour les Départements, la très grande majorité des dépenses de fonctionnement relève de l'action sociale, les "Allocations individuelles de solidarité" (AIS), c'est-à-dire le Revenu de solidarité active (RSA), l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la Prestation de compensation de handicap (PCH).

En 2022, ces dépenses d'allocations individuelles de solidarité continuent d'augmenter (+ 0,6 %). Dans le détail, les dépenses liées au RSA diminuent de - 4,3 % grâce à la reprise de l'activité économique qui a entraîné une baisse du nombre de bénéficiaires dans la plupart des départements. Les dépenses liées à l'APA augmentent de + 4,7 % en 2022, soit plus qu'en 2021 (+ 1,8 %). Celles liées au handicap (PCH) évoluent plus rapidement (+ 10,8 % en 2022).

3. Le contexte budgétaire et financier pour le Département de l'Isère

Le poids croissant des dépenses de solidarité en Isère, tout particulièrement sous l'effet des Allocations individuelles de solidarité (AIS)

Avec des charges en constante hausse, les Départements ont de plus en plus de difficultés à assurer leurs missions sociales.

L'évolution de ces dépenses entre 2018 et 2020 est atténuée par l'application, à partir de 2019, du « paiement net » aux établissements PA-PH (compensations entre les sommes à payer et à recouvrer).

Après la forte hausse des dépenses de solidarité constatée en 2021 liée aux effets de la crise sanitaire, l'année 2022 marque une pause relative dans la croissance globale de ces dépenses. Il convient de noter en particulier la poursuite de la baisse des dépenses de RSA – en lien avec la diminution du nombre d'allocataires – pour revenir au montant constaté d'avant crise sanitaire (- 1,2 % en 2021 et - 5,8 % en 2022), alors même que cette allocation a été revalorisée de + 4 % en juillet 2022.

La hausse des autres politiques de solidarité demeure maîtrisée en 2022 (+ 1,7 %).

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Politiques de solidarité en M€	614,9	631,8	637,2	648,9	657,7	637,5	639,4	669,2	670,0
Dont RSA en M€	122,70	134,20	138,30	137,50	134,30	132,27	142,30	140,55	132,43
Evolution RSA en %	10,5%	9,4%	3,1%	-0,6%	-2,3%	-1,5%	7,6%	-1,2%	-5,8%
Dont autres politiques de solidarité en M€	492,2	497,6	498,9	511,4	523,4	505,2	497,1	528,7	537,6
Evolution autres politiques de solidarité en %	4,3%	1,1%	0,3%	2,5%	2,3%	-3,5%	-1,6%	6,3%	1,7%

Ces évolutions sont à rapprocher du « reste à charge » net total au titre des AIS (APA, PCH et RSA), qui s'élève à 180,1 M€ pour 2022. Ce reste à charge a ainsi presque triplé depuis 2007.

Synthèse du reste à charge du Département par année concernant les AIS (en M€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total dépenses AIS en M€	254,2 9%	267,7 5%	279,9 5%	286,2 2%	293,5 3%	295,2 1%	309,9 5%	324,1 5%	315,2 -3%
Total recettes sur AIS	115,8	119,1	123,2	127,5	125,4	124,2	123,2	139,6	135,2
Total reste à charge sur AIS	138,4	148,6	156,7	158,7	168,1	171,0	186,7	184,4	180,1

La baisse du reste à charge en 2022 est liée essentiellement à la diminution des dépenses d'allocations RSA (- 8,1 M€), neutralisée pour moitié par la plus forte contribution du Département à la solidarité interdépartementale via le prélèvement au fonds national de péréquation des DMTO. A noter que la diminution constatée des dépenses d'APA (- 4,05 M€) est quasi compensée par la hausse de l'allocation PCH (+ 3,36 M€).

La baisse des dotations de l'Etat

La Dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux Départements a subi une baisse constante entre 2013 et 2017 : - 3 % entre 2013 et 2014, - 9 % entre 2014 et 2015, - 10 % entre 2015 et 2016, et enfin - 11 % entre 2016 et 2017. Les baisses marginales intervenues depuis correspondent à des mesures de recentralisation.

L'Isère subit néanmoins des baisses de sa DGF de - 0,6 % en 2020 et 2021 et - 0,3 % en 2022, notamment par un écrêtement de sa dotation forfaitaire (qui représente plus de la moitié de la DGF) au profit d'autres Départements. Par ailleurs, dans un contexte de forte inflation depuis 2022, le quasi-maintien des dotations équivaut à une baisse de ces dotations pour la collectivité.

Globalement, entre 2014 et 2023, la baisse est de - 30 % pour l'ensemble des Départements :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DGF départementale (en Mds €)	11,8	10,75	9,7	8,6	8,6	8,6	8,5	8,4	8,3	8,3
Variation annuelle		-9%	-10%	-11%	0%	0%	-1,2%	-1,2%	-1,5%	-0,1%
Variation 2014 à 2023										-30%

Au titre de la DGF, et au vu du pacte de stabilité, la perte globale de recettes sur les neuf exercices de 2014 à 2023 s'élève, en montant cumulé à environ 617,8 M€ pour l'Isère :

DGF 2014 à 2023 estimée sans pacte de responsabilité (en €)

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
241 432 287	241 655 953	241 991 400	241 360 363	241 360 363	241 360 363	241 360 363	241 360 363	241 360 363	241 360 363

DGF 2014 à 2020 réelle avec pacte de responsabilité (en €)

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
232 498 453	211 289 843	190 002 677	167 047 017	166 380 762	165 642 285	164 882 272	163 869 905	163 330 817	162 906 728

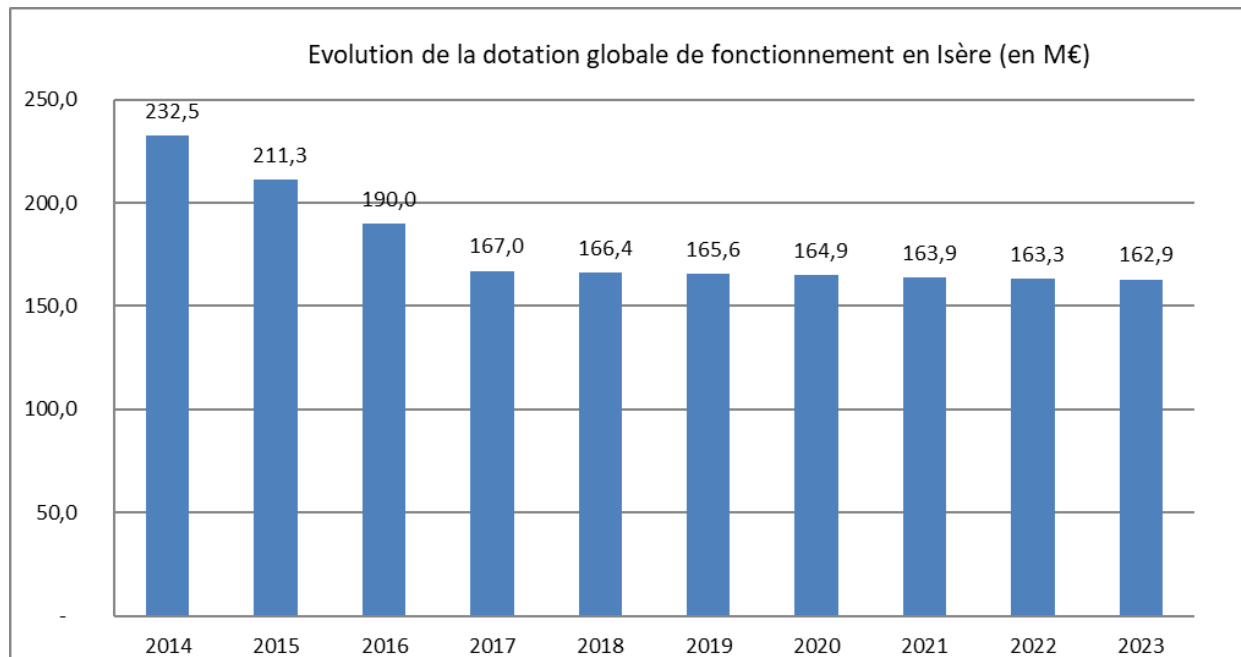
DGF 2013 :

241 183 233 €

Pertes annuelles	8 933 834	30 366 110	51 988 723	74 313 346	74 979 601	75 718 078	76 478 091	77 490 458	78 029 546	78 453 635
Evolution annuelle		-9,1%	-10,1%	-12,1%	-0,4%	-0,4%	-0,5%	-0,6%	-0,3%	-0,3%

Perte totale entre 2014 et 2023

617 817 588



B. La situation financière du Département de l'Isère

1. Le niveau de fiscalité de l'Isère

Fiscalité directe compensée : la taxe sur le foncier bâti, remplacée en 2021 par une fraction de TVA

En conséquence de la réforme de la fiscalité locale devant donner lieu à la disparition progressive de la taxe d'habitation, la part départementale du produit du foncier bâti (TFPB) a été transférée au bloc communal, faisant disparaître l'un des derniers leviers fiscaux pour les Départements.

Ce transfert est compensé pour les Départements par une fraction de la TVA nationale reversée par l'Etat, calculée sur la base du produit 2020 de leur taxe foncière. Pour mémoire, l'année 2021 représentait une année « blanche » pour les Départements puisqu'ils ont perçu la somme correspondant au produit de taxe foncière de 2020, perdant ainsi sur 2021, le dynamisme que représentait cette recette.

La fraction compensatoire de TVA allouée au Département évolue désormais comme le produit national de TVA. Elle est calculée initialement sur la base du produit national prévu au dernier Projet de loi de finances (PLFI) en date (notification de début d'année N assise sur la prévision du PLFI N), puis révisée à l'automne au vu du PLFI N+1 ; la régularisation à la hausse ou à la baisse prenant acte des encaissements effectifs de l'État en N intervient en N+1.

En 2023, les Départements ont dû rembourser 1 point de trop-perçu 2022, la prévision du Projet de loi de finances initiales 2023 (+ 9,6 % pour 2022) ayant *in fine* été revue à la baisse (+ 8,6 % définitif). Pour le Département de l'Isère, le trop-perçu notifié en mai 2023 s'élève à 2,9 M€. Le produit enregistré au compte administratif 2022 s'est élevé à 314,4 M€, la régularisation au titre de l'année 2022 intervenant en 2023.

Evolution du produit de la TFPB, puis de la fraction compensatoire de TVA (en M€)

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
236,7	244,0	248,6	255,7	260,6	264,8	271,7	280	286,3	286,9	314,4	327,5
	3,08%	1,89%	2,86%	1,92%	1,61%	2,61%	3,05%	2,25%	0,21%	9,58%	4,18%

*Fraction TVA prévisionnelle N intégrant la régularisation N-1

Il existe une corrélation forte entre l'évolution du produit de TVA et l'évolution de 3 indicateurs macroéconomiques : l'inflation, la consommation des ménages et l'évolution du PIB. Cette ressource présente donc une certaine dynamique et une couverture de fait du risque inflationniste, à la différence d'autres recettes fixes telles que la DGF. Toutefois, elle rend les recettes départementales particulièrement sensibles à la conjoncture économique nationale.

Fiscalité directe compensée : la suppression de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) remplacée en 2023 par une fraction de TVA

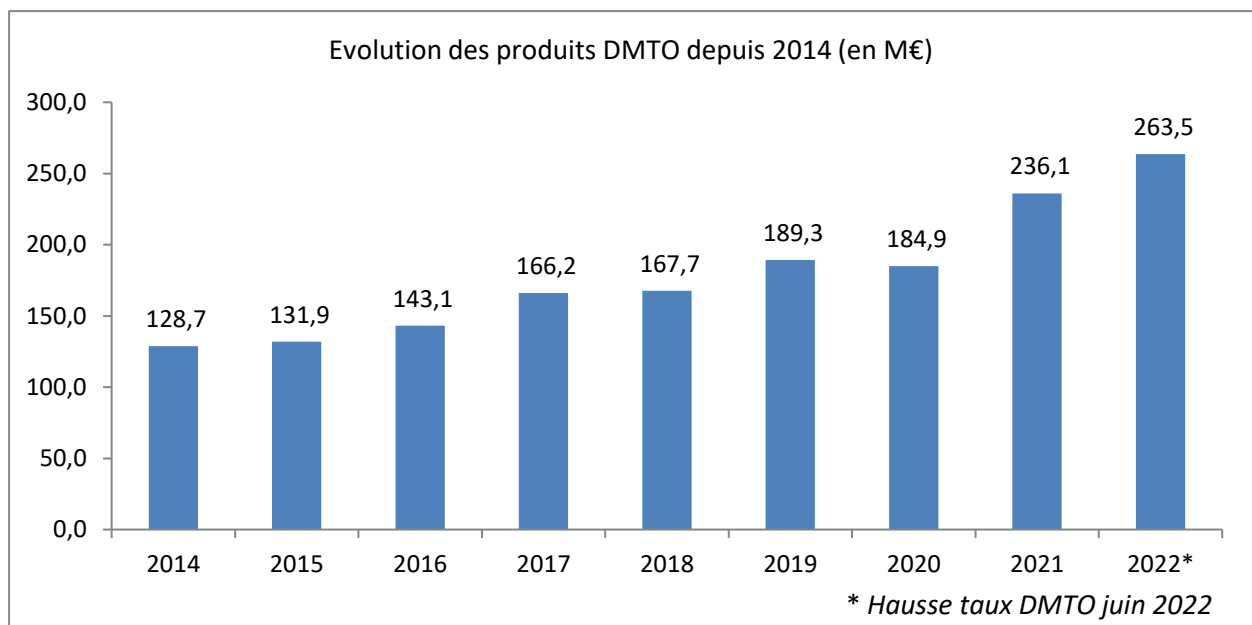
En 2023, la suppression de la CVAE marque le transfert du dernier impôt direct perçu par les Départements. En compensation, le Département se voit attribuer une seconde fraction de TVA, correspondant aux moyennes des produits perçus entre 2020 et 2022 et qui auraient été perçus en 2023, ainsi que des soldes du fonds national de péréquation CVAE 2020-2022. 94,3 M€ ont été notifiés en 2023.

Fiscalité indirecte : les droits de mutation à titre onéreux (DMTO)

L'Isère, comme seulement deux autres Départements de Métropole (l'Indre et le Morbihan), avait jusqu'en 2021 maintenu le taux de droits de mutation à titre onéreux à 3,8 %, alors que les autres collectivités l'avaient relevé au taux plafond de 4,5 %.

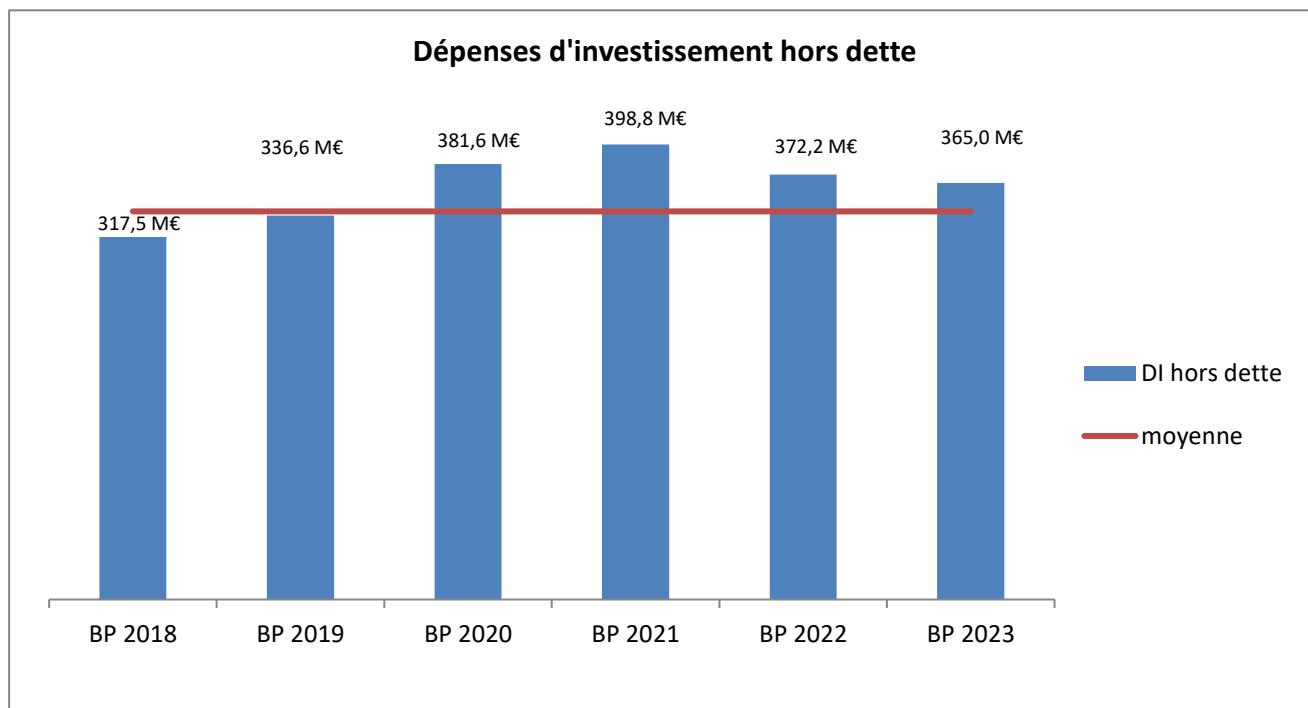
Après de fortes baisses en 2012 et 2013, le produit des DMTO était en progression constante depuis 2014, jusqu'à la crise sanitaire de 2020 qui a entraîné un ralentissement de l'activité immobilière (- 2,3 %). L'année 2021 a néanmoins connu un rebond spectaculaire du marché immobilier, en prix comme en volume, conduisant à une augmentation de + 27,7 % de cette recette (comparable à l'augmentation moyenne des autres Départements).

Le Département a finalement porté son taux d'imposition de 3,8 % à 4,5 % à compter du 1er juin 2022. En 2022, cette recette s'est élevée à 263,5 M€, en progression de 12 %, soit un niveau jamais atteint dans le passé. Cette augmentation de taux a permis de compenser le retournement du marché immobilier, constaté au niveau national dès le 2nd semestre 2022. La diminution du volume de transactions est à relier directement au contexte inflationniste et à la hausse marquée et rapide des taux d'intérêt.



2. L'investissement du Département

Pour le Département de l'Isère, les dépenses d'investissement, hors dette, inscrites au BP 2023 s'élèvent à 365 M€. Il est à noter que depuis 2016, ces crédits dépassent annuellement 300 M€.



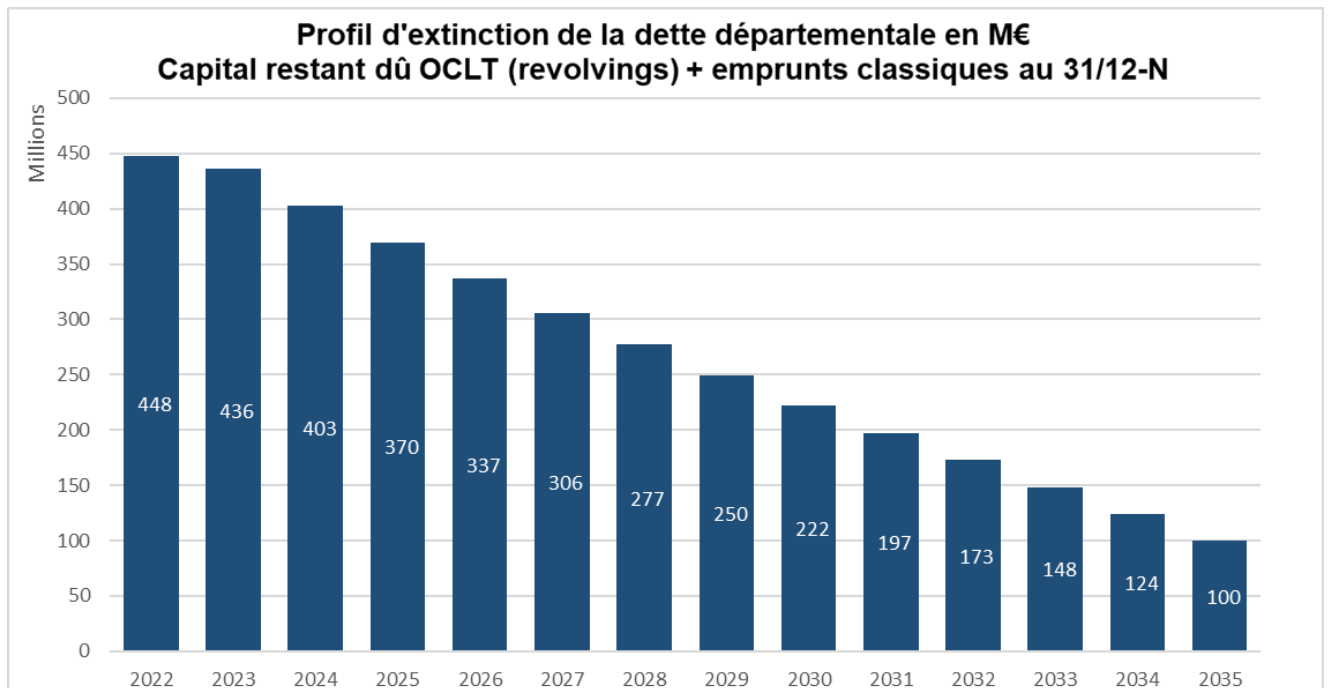
3. La dette propre du Département

Au 31 décembre 2022, l'encours de la dette départementale s'élève à 447,9 M€ contre 431,5 M€ fin 2021, soit une hausse de + 3,8 %.

A titre de comparaison, le volume moyen du stock de dette constaté au 31 décembre 2022 pour les Départements de même strate⁴ se situe à 762 M€.

Le taux d'endettement du Département (rapport entre le stock de dette et les recettes réelles de fonctionnement) se situe à 31,3 % alors que la moyenne des Départements de la même strate est nettement supérieure avec 47,68 %. Parallèlement, la capacité de désendettement (rapport entre le stock de dette et l'épargne brute) se situe à 1,6 an en 2022 contre 1,9 an en 2021. Ce dernier ratio traduit le nombre d'années nécessaires au remboursement intégral de la dette bancaire, si le Département y consacrait la totalité de son épargne brute.

¹ Source DGCL - comptes de gestion 2023 & Départements avec une population égale ou supérieure à 1M d'habitants (à l'exception de Paris, Métropole de Lyon et collectivité Européenne d'Alsace).



Conformément à la circulaire ministérielle du 25 juin 2010, relative aux produits financiers proposés aux collectivités locales, l'ensemble des emprunts du Département sont classés 1A, le niveau le moins risqué de la charte Gissler (indices monétaires de la zone euro seulement, aucun effet de levier ou multiplicateur).

Cette charte, signée en 2008 par les principales banques du marché et des associations d'élus, s'assimile à une convention de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales, interdisant les produits dits structurés et catégorisant les produits commercialisables par indices sous-jacents et niveaux de risques.

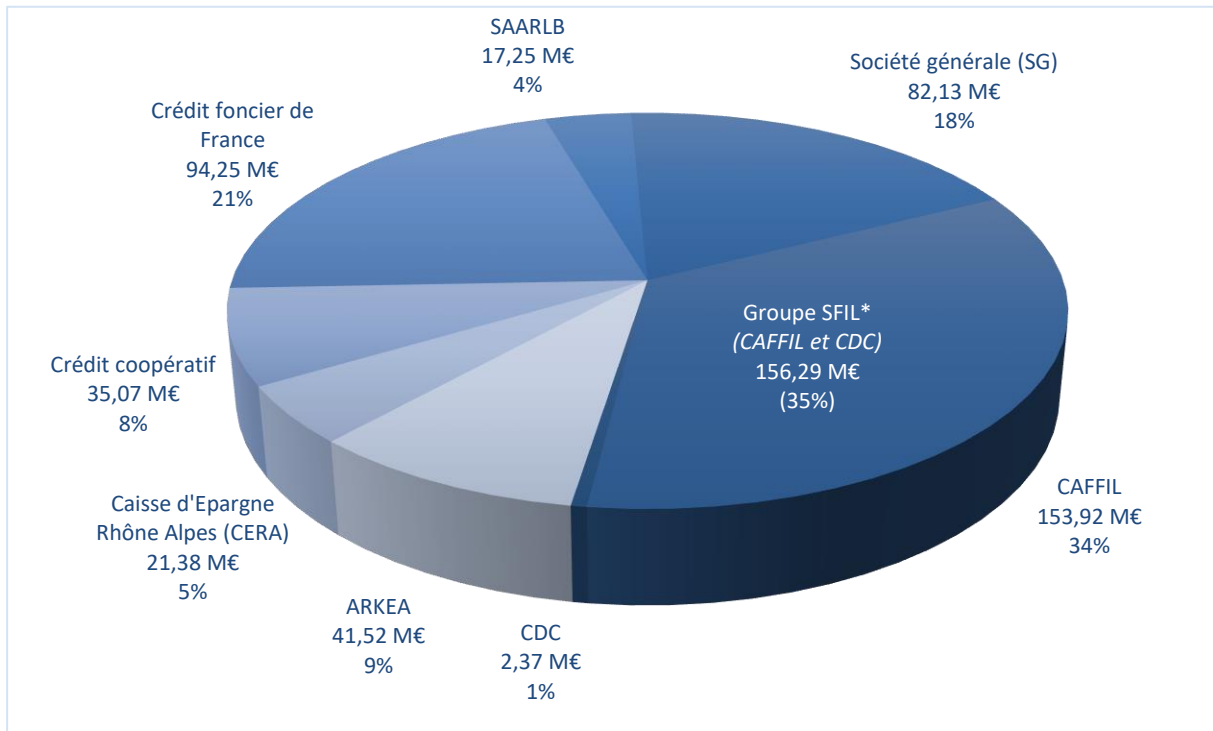
La structure de la dette du Département de l'Isère en 2022

Au 31 décembre 2022, le stock de la dette (447,9 M€) est composé à 100 % d'emprunts bancaires classiques.

Les crédits OCLT n'ont pas été mobilisés en 2022. Pour rappel, les OCLT sont des contrats de type revolving permettant de réaliser des tirages dans la limite d'un montant défini annuellement.

Le stock de dette au 31 décembre 2022 est constitué de 41 lignes d'emprunt (8 prêteurs).

Signature	Année réalisation	Prêteur	Taux	Montant signé €	Capital restant dû fin exercice €
2011	2012	Crédit coopératif	EUR 3M + 0,55	10 000 000,00	259 115,78
2013	2013	Caisse d'Epargne Rhône Alpes	3,46	5 000 000,00	2 000 000,12
2013	2013	Caisse Française de Financement Local	3,51	5 000 000,00	2 083 333,45
2013	2013	Caisse Française de Financement Local	3,13	5 000 000,00	2 083 333,45
2015	2015	Caisse Française de Financement Local	1,37	45 000 000,00	24 750 000,00
2016	2016	Société Générale	1,34	20 000 000,00	14 000 000,00
2016	2016	Caisse Dépôts & Consignations	0	3 161 900,00	2 371 425,00
2016	2016	ARKEA Banque E&I	1,05	9 500 000,00	6 768 750,00
2016	2016	Crédit coopératif	1,12	10 000 000,00	7 000 000,00
2017	2017	Crédit coopératif	1,36	4 500 000,00	3 375 000,00
2017	2017	Caisse Française de Financement Local	EUR 12M + 0,41	10 000 000,00	7 500 000,00
2017	2017	Caisse Française de Financement Local	1,3	30 000 000,00	22 875 000,00
2017	2017	Caisse d'Epargne Rhône Alpes	1,57	5 500 000,00	4 125 000,00
2017	2018	Caisse d'Epargne Rhône Alpes	1,39	10 000 000,00	7 625 000,00
2017	2018	Caisse d'Epargne Rhône Alpes	EUR 3M + 0,30	10 000 000,00	7 625 000,00
2018	2018	Crédit coopératif	1,48	7 000 000,00	5 687 500,00
2018	2018	Caisse Française de Financement Local	1,49	8 000 000,00	6 500 000,00
2018	2018	Société Générale	EUR 3M + 0,38	5 000 000,00	4 000 000,00
2018	2018	Société Générale	1,54	10 000 000,00	8 000 000,00
2019	2019	Caisse Française de Financement Local	0,35	10 000 000,00	8 500 000,00
2019	2019	Caisse Française de Financement Local	0,35	10 000 000,00	8 500 000,00
2019	2019	Société Générale	1,01	20 000 000,00	17 000 000,00
2019	2019	Caisse Française de Financement Local	0,56	10 000 000,00	8 500 000,00
2019	2019	Société Générale	0,62	15 000 000,00	12 750 000,00
2019	2019	Helaba-Saarlb	0,89	10 000 000,00	8 500 000,00
2019	2019	Caisse Française de Financement Local	0,56	10 000 000,00	8 625 000,00
2019	2019	Caisse Française de Financement Local	0,56	10 000 000,00	8 750 000,00
2019	2020	Helaba-Saarlb	0,87	10 000 000,00	8 750 000,00
2019	2020	ARKEA Banque E&I	1,1	20 000 000,00	17 250 000,00
2020	2020	Société Générale	0,55	20 000 000,00	17 250 000,00
2020	2020	Caisse Française de Financement Local	0,57	10 000 000,00	8 750 000,00
2020	2020	Caisse Française de Financement Local	0,57	10 000 000,00	8 750 000,00
2020	2020	ARKEA Banque E&I	0,65	20 000 000,00	17 500 000,00
2020	2020	Caisse Française de Financement Local	0,43	10 000 000,00	9 125 000,00
2020	2020	Caisse Française de Financement Local	0,43	10 000 000,00	9 250 000,00
2020	2021	Société Générale	0,68	10 000 000,00	9 125 000,00
2020	2021	Crédit Foncier	0,41	40 000 000,00	36 500 000,00
2020	2021	Crédit coopératif	0,47	10 000 000,00	9 250 000,00
2020	2021	Caisse Française de Financement Local	0,46	10 000 000,00	9 375 000,00
2021	2021	Crédit coopératif	0,6	10 000 000,00	9 500 000,00
2021	2021	Crédit Foncier	0,68	60 000 000,00	57 750 000,00
					447 878 457,00



* Groupe SFIL : banque 100 % publique, détenue en majorité par la CDC : regroupe CAFFIL (153,92 M€), CDC (2,37 M€) et Banque Postale (0 M€).

Sur cette partie de la dette départementale (hors OCLT), 90,2 % de l'encours est à taux fixe au 31 décembre 2022, et la moitié de ces taux est inférieure à 1 %. Au titre de l'exercice, le montant des intérêts liés aux emprunts classiques est de 3,78 M€, en progression de + 9 % par rapport à l'exercice 2021 et l'amortissement du capital représente 33,7 M€, soit + 38,7 % par rapport à l'année 2021.

Au 31 décembre 2022, seuls trois contrats d'OCLT sont encore en vigueur.

Signature	Prêteur	Taux	Montant signé €	Capital restant dû fin exercice €
2010	Caisse d'Epargne Rhône Alpes	Euribor + 0,30	15 000 000	0
2010	Crédit Agricole CIB	Euribor + 0,27	15 000 000	0
2010	Crédit Agricole CIB	Euribor + 0,15	40 000 000	0
				0

Depuis début 2022, les marchés financiers subissent des tensions liées à l'inflation et les Banques centrales appliquent des politiques monétaires restrictives qui renchérissent le coût de l'argent. Il en résulte une forte augmentation des taux d'intérêt pour l'ensemble de l'économie.

Face au blocage du marché bancaire par la contrainte du taux de l'usure en 2022, l'adaptation de la réglementation était nécessaire. La réforme du 1^{er} juillet 2022 s'est traduite par la mise en place de trois taux de l'usure pour les prêts à taux fixe du secteur public.

La Banque de France est en charge du calcul du taux d'usure, à savoir le taux d'intérêt maximum légal que les établissements de crédits sont autorisés à pratiquer lorsqu'ils accordent un prêt.

Ce taux d'usure est désormais révisé mensuellement.

Taux d'usure et taux effectifs moyens pratiqués par les établissements de crédit et les sociétés de financement (%)		
Catégorie	Taux effectif moyen pratiqué au cours des trois mois précédents 1 ^{er} septembre 2023	Taux d'usure applicable au 1 ^{er} septembre 2023
Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Séries	Séries
Prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 2 ans et moins de 10 ans	4,72	6,29
Prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans	4,68	6,24
Prêts à taux fixe d'une durée de 20 ans et plus	4,75	6,33

Source : Banque de France données de septembre 2023

Suite à la publication de septembre 2023, le taux d'usure sur les prêts à taux fixes d'une durée supérieure à 20 ans s'établit désormais à 6,33 %, tandis que celui sur les prêts d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans s'élève à 6,24 %.

4. La dette garantie du Département

Evolution de la dette garantie du Département

En 2022, la dette garantie du Département de l'Isère a poursuivi une nette tendance à la baisse conformément aux souhaits exprimés par l'assemblée départementale.

Ainsi, au 31 décembre 2022, le capital cautionné par le Département de l'Isère est passé sous la barre du milliard d'euros pour s'établir à 943,4 M€ (contre 1,033 milliard d'euros en 2021 et 1,084 milliard d'euros en 2020).

Cette diminution du stock de dette garantie de près de 90 M€, entre 2021 et 2022, s'explique :

- d'une part par une évolution à la baisse, à hauteur de 101,8 M€, correspondant à l'extinction naturelle des encours (baisse du capital restant dû liée au remboursement des emprunts) ainsi qu'à un travail d'actualisation de la dette garantie ;
- et d'autre part, par une évolution à la hausse de 11,8 M€, correspondant aux nouvelles garanties accordées durant l'exercice 2022.

Les opérations nouvellement garanties en 2022

Ces nouvelles garanties 2022 d'un montant de 11,8 M€ se répartissent ainsi :

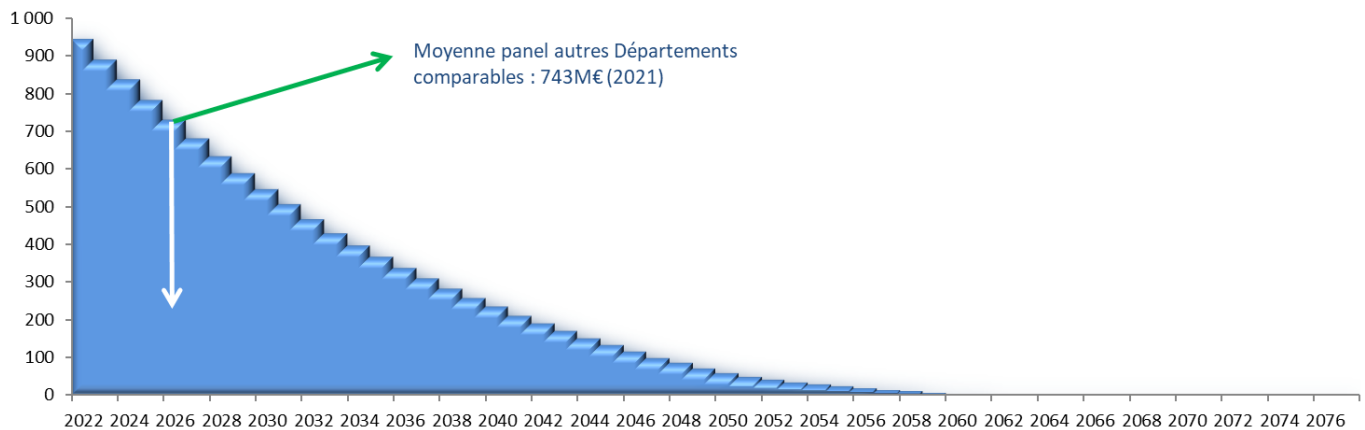
- Le logement social : 1,3 M€
- Le secteur social et médico-social : 9,3 M€
- Un ensemble immobilier d'hébergement (site aéroport de Grenoble Alpes Isère) : 1,2 M€.

L'évolution du stock de dette garantie par le Département sur les dernières années se trouve en annexes 17 et 18, ainsi que le profil d'extinction de cet encours.

Quelques données comparatives avec d'autres Départements

Le montant moyen de la dette garantie par les Départements comparables au Département de l'Isère - en termes de démographie, de surface ou de configuration - s'établit à 743 M€ au 31 décembre 2021 en légère progression par rapport à 2020 (722 M€).

Sans accorder de nouvelles garanties d'emprunt et sans rallongement de la dette, du fait de l'extinction naturelle des emprunts actuellement cautionnés, le Département de l'Isère rejoindrait la moyenne des Départements comparables au cours de 2026.



Autre donnée comparative : le ratio Galland

En moyenne, il s'élève à 6,29. Ainsi le Département de l'Isère avec un ratio de 2,9 se situe à un bon niveau (c'est même le meilleur du panel après les Hauts-de-Seine : 1,7). Pour mémoire, ce ratio permet de vérifier que le montant total des annuités d'emprunts garanties à échoir au cours de l'exercice, majoré du montant des annuités de la dette propre de la collectivité (provisions déduites), n'excède pas 50 % des recettes réelles de fonctionnement (ce ratio est calculé hors logements sociaux).

Répartition de la dette garantie

Les garanties constituant le stock au 31 décembre 2022 concernent principalement des opérations de logement social pour 745,3 M€ (soit 79 % du total de la dette garantie) et des opérations liées au secteur médico-social pour 198,1 M€ (soit 21 %).

Au sein des organismes bénéficiaires de la garantie départementale, tous secteurs confondus, Alpes Isère Habitat représente à lui-seul presque 1/3 de la dette garantie (304 M€ soit 32 %), puis la Société Dauphinoise pour l'Habitat (172 M€ soit 18 %) et la Société d'Habitation des Alpes (115 M€ soit 12 %).

C. Les ressources humaines

1. Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, conformément à la nomenclature budgétaire et comptable des Départements, comprennent :

- les rémunérations incluant les traitements versées aux agents, le Supplément familial de traitement (SFT), la Nouvelle bonification indiciaire (NBI) et le régime indemnitaire ainsi que d'autres primes ou indemnités. Ces éléments sont également complétés des remboursements de rémunération notamment pour les agents mis à disposition ;
- les charges sociales employeurs (contributions) afférentes à ces rémunérations ;
- les autres charges : allocations, honoraires médicaux, d'autres cotisations obligatoires et / ou conventionnelles ;
- les participations employeurs comme les remboursements des déplacements domicile-travail dans le cadre du PDA (Plan de déplacement de l'administration), certaines prestations d'action sociale, telles que la participation à la garde et / ou séjours d'enfants, à l'acquisition de titres-restaurant, à la prévoyance et à la complémentaire santé.

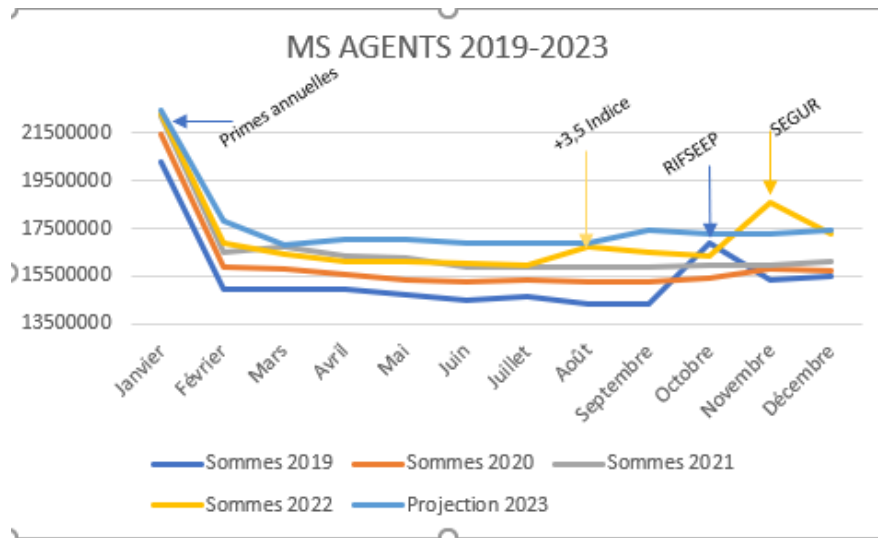
Ces dépenses de personnel représentent, au compte administratif de l'exercice 2022, 21,2 % des dépenses de fonctionnement.

En outre, entre 2019 et 2022, les charges de personnel ont évolué de la façon suivante :

		2019		2020		2021		2022	
		Budget Total	%	Budget Total	%	Budget Total	%	Budget Total	%
Rémunération	Traitement	120 758 004,00	99,4%	123 135 492,00	98,6%	135 323 252,00	97,7%	139 488 833,00	97,9%
	<i>dont Assfam</i>	18 245 298,00	99,9%	19 053 000,00	97,4%	18 413 500,00	100,0%	19 260 400,00	98,2%
	SFT	1 462 210,00	96,7%	1 510 869,00	93,7%	1 450 820,00	84,9%	1 325 376,00	88,8%
	NBI	1 233 850,00	99,3%	1 238 400,00	97,1%	1 269 150,00	94,9%	1 233 654,00	94,3%
Charges	Indemnités et Primes	29 342 466,00	99,7%	34 049 433,00	99,0%	28 848 290,00	97,8%	29 891 876,00	95,2%
	Contributions	57 422 083,00	99,6%	59 764 414,00	98,2%	62 138 572,00	97,5%	64 567 548,00	96,5%
	<i>dont Assfam</i>	7 103 940,00	99,7%	7 540 000,00	95,7%	7 553 300,00	98,9%	8 394 400,00	89,8%
Autres charges	Allocations	55 200,00	99,5%	50 500,00	99,6%	122 000,00	94,2%	217 643,00	94,9%
	Honoraires médicaux	65 300,00	97,8%	78 600,00	57,6%	70 200,00	70,6%	71 000,00	63,2%
	Autres cotisations obligatoires	2 236 591,00	97,3%	2 417 732,00	92,1%	293 633,00	896,1%	3 575 504,00	84,8%
Participations	PDA	256 000,00	99,7%	208 000,00	95,5%	250 000,00	80,2%	250 000,00	97,2%
	Prestations d'action sociale	259 907,00	85,7%	263 330,00	84,2%	291 720,00	75,6%	292 511,00	80,1%
	Titres restaurants	1 704 000,00	100,0%	1 873 000,00	96,9%	2 988 000,00	63,3%	4 001 720,00	78,4%
		214 795 611,00	99,4%	224 589 770,00	98,4%	233 045 637,00	98,1%	244 915 665,00	96,6%

Analyse des rémunérations des agents :

La représentation ci-dessous reprend les éléments généraux d'évolution de la masse salariale des agents (hors assistants familiaux) sur cette même période.



En 2022, les éléments qui ont représenté l'impact le plus significatif s'avèrent être la revalorisation du point d'indice et l'application de la prime Ségur.

A ces éléments se sont ajoutés en 2023 :

- la revalorisation du point d'indice de 1,5 % à compter du 1^{er} juillet qui touche tous les agents et représente d'après le premier mois de paie constaté un budget de 0,7 % de la masse salariale ;
- les mesures spécifiques « bas de grilles » octroyant jusqu'à 9 points d'indice majoré supplémentaires aux agents de catégorie C et B dont les premières estimations sont de 400 000 € ;
- l'élargissement de la Garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), dispositif national de maintien du pouvoir d'achat pour les agents n'ayant pas bénéficié dans les 4 dernières années d'une augmentation de traitement supérieure au taux d'inflation ; dans le contexte économique actuel, il est attendu que le nombre de bénéficiaires de cette indemnité soit supérieur aux années précédentes et les simulations donnent des valeurs de 3 000 € à 270 000 € (en fonction d'hypothèses formulées à ajouter au montant initial de 142 000 €) ;
- le déploiement du Complément indemnitaire annuel (CIA) ;
- le déploiement de la stratégie « Construire-Adapter-Anticiper-Prévenir » (CAAP).

Pour 2024, les éléments qui vont marquer les rémunérations sont :

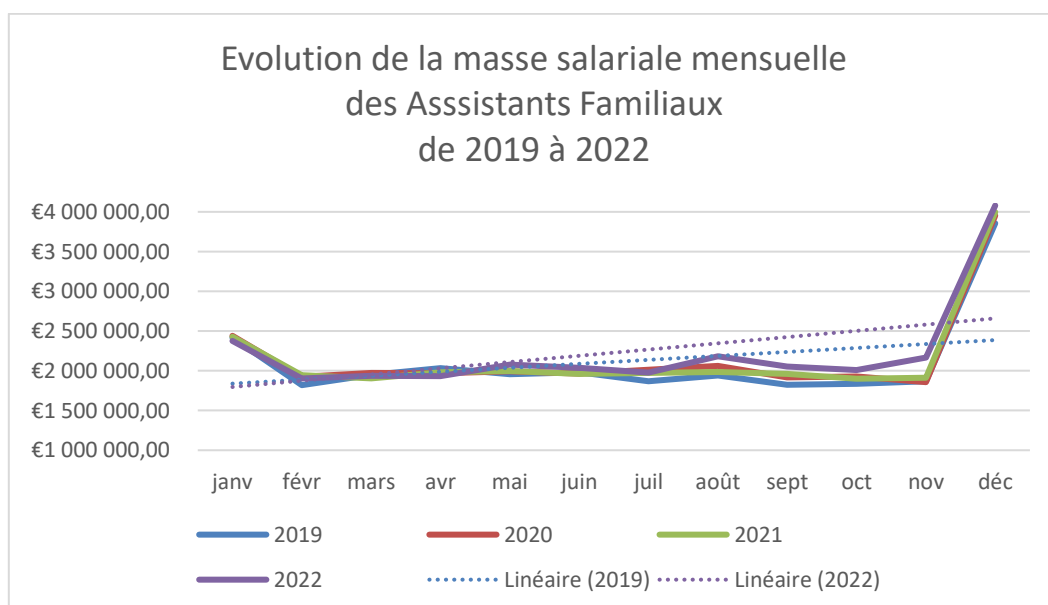
- la continuité des mesures gouvernementales initiées en 2023 dont :
 - o la revalorisation du point d'indice de 1,5 % ayant un effet en année pleine ;
 - o les mesures spécifiques « bas de grilles » ;
 - o la GIPA.
- d'autres mesures structurelles, dont les textes réglementaires ne sont pas encore finalisés, auront un impact sur la rémunération des agents :
 - o éventuelles primes en faveur du pouvoir d'achat des agents ;
 - o augmentation de 5 points d'indice pour tous les agents ;
 - o augmentation de 1 % du taux de cotisation employeur (contributions) à la CNRACL (et IRCANTEC).

- au sein de la collectivité, des travaux de révision du RIFSEEP, dont les premiers temps d'échanges initiés fin 2023 permettront de mesurer en fin d'année l'impact complet sur les rémunérations de 2024 ;

- le Glissement vieillissement technicité (GVT) qui est évalué à environ 5 M€, et s'ajustera pour intégrer les actions menées en faveur de l'équité entre les titulaires et les contractuels, en termes de déroulement de carrière notamment. Les hausses successives du SMIC, les mesures de revalorisations catégorielles ainsi que la hausse de la valeur du point d'indice ont eu pour effet d'inverser l'évolution décroissante du GVT, portant notre GVT à 2,3 % de la masse salariale.

Analyse des rémunérations des assistants familiaux :

Comme pour les autres agents, la représentation ci-dessous reprend les éléments généraux d'évolution de la masse salariale des assistants familiaux sur la même période :



Structurellement, la masse salariale des assistants familiaux est indexée sur le nombre d'enfants placés et calculée en fonction de la valeur du SMIC, si bien que l'observation de cette masse salariale mensuelle des assistants familiaux offre plusieurs constats :

- en décembre comme en janvier, les mois de paie sont plus importants car ils accueillent des régularisations en masse d'éléments de rémunération ;
- des pics sont observables au moment des revalorisations du SMIC appliquées en général en janvier, au printemps et en été ;
- une tendance générale à l'augmentation est également observée comme l'indique la courbe de tendance « linéaire 2022 ci-dessus ».

Une expérimentation, initiée en 2022, du dispositif « Emeraude » permettant de confier des situations d'urgence directement en famille d'accueil pour palier la saturation des centres de placement d'urgence, a été généralisée à tous les assistants familiaux volontaires sur tous les territoires. Cette généralisation du dispositif a permis de ré-évaluer l'atterrissage de la masse salariale et d'engager une demande de budget supplémentaire de 1 % du budget.

Il faut également prendre en considération les mesures nationales d'indemnité de maintien de salaire (loi Taquet) et les échanges sur la modification des sujétions exceptionnelles, pour l'exercice 2023 ainsi que les exercices suivants.

Actuellement, deux thématiques sont en cours d'évaluation dont les effets se répercuteront directement en 2024 :

- dans le cadre de la loi sur la protection de l'enfance du 7 février 2022 (loi Taquet), sont institués la garantie d'un SMIC mensuel dès l'accueil d'un seul enfant, des revenus équivalents à au moins 80 % de la rémunération prévue lorsque l'employeur confie moins d'enfants que prévu par le contrat passé avec l'assistant familial et le maintien de la rémunération pendant quatre mois en cas de suspension d'agrément ;
- la revalorisation des sujétions, tenant compte du nombre d'enfants affectés aux assistants familiaux.

La tendance générale de la masse salariale des assistants familiaux, au regard de l'ensemble de ces éléments tend vers une augmentation de près de 2,5 % du budget.

2. La structure des effectifs

La collectivité a connu des évolutions significatives de ses effectifs au gré des vagues successives de transfert ou d'internalisation de compétences entre 2006 et 2012, puis de façon moins marquée, jusqu'en 2018.

Depuis 2019, la structure des effectifs a évolué comme indiqué dans le tableau ci-dessous (données issues du rapport sur l'état de la collectivité, du bilan social et du rapport social unique sur cette période).

A noter : ces données sont désormais produites par la méthodologie du rapport social unique.

Ainsi sont également identifiés les contractuels à durée déterminée de remplacement présents à la période d'observation (31 décembre de chaque année).

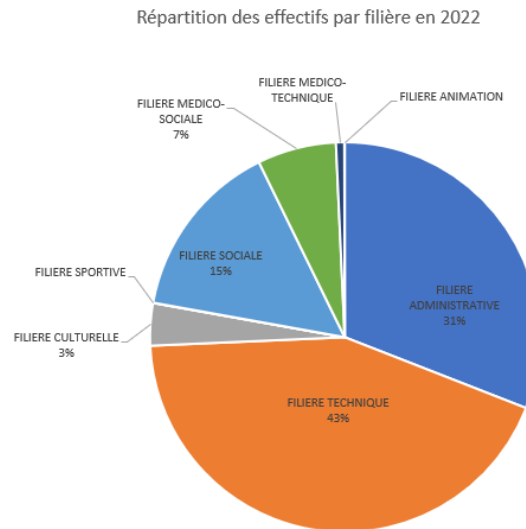
L'ensemble des effectifs est présenté par filière.

		2 019			2 020			2 021			2 022		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
FILIÈRE ADMINISTRATIVE	Fonctionnaire	106	771	877	110	789	899	115	812	927	115	832	947
	CDI	10	26	36	10	27	37	11	27	38	12	27	39
	CDD	5	71	76	8	89	97	18	113	131	24	133	157
	CDD remplacement	4	8	12	4	16	20	7	38	45	15	86	101
FILIÈRE TECHNIQUE	Fonctionnaire	806	538	1344	848	575	1423	876	591	1467	900	616	1516
	CDI	14	1	15	18	2	20	15	1	16	16	1	17
	CDD	19	6	25	90	114	204	40	15	55	50	24	74
	CDD remplacement	6	14	20	18	26	44	25	44	69	47	87	134
FILIÈRE CULTURELLE	Fonctionnaire	28	72	100	30	74	104	31	82	113	31	86	117
	CDI		4	4		4	4		4	4		4	4
	CDD	2	4	6	3	6	9	3	6	9	3	6	9
	CDD remplacement		1	1		2	2		5	5		11	11
FILIÈRE SPORTIVE	Fonctionnaire		1	1		1	1		1	1		1	1
	CDI			0			0			0			0
	CDD			0			0			0			0
	CDD remplacement			0			0			0			0
FILIÈRE SOCIALE	Fonctionnaire	20	394	414	21	403	424	22	406	428	24	411	435
	CDI		6	6		6	6		6	6		6	6
	CDD	3	50	53	4	64	68	6	88	94	7	98	105
	CDD remplacement	1	10	11	3	16	19	4	21	25	8	45	53
FILIÈRE MEDICO-SOCIALE	Fonctionnaire	5	167	172	5	175	180	5	183	188	5	194	199
	CDI		11	11		11	11		11	11		11	11
	CDD	1	14	15	4	29	33	4	38	42	6	47	53
	CDD remplacement		2	2		5	5	1	14	15	2	23	25
FILIÈRE MEDICO-TECHNIQUE	Fonctionnaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
	CDI		1	1		1	1		1	1		1	1
	CDD	1		1	1		1	1		1	1	1	2
	CDD remplacement	1		1			0			0			0
FILIÈRE ANIMATION	Fonctionnaire		1	1		1	1		1	1		1	1
	CDI			0			0			0			0
	CDD			0			0			0		1	1
	CDD remplacement			0			0			0		1	1
Collaborateurs de cabinet		6	4	10	5	4	9	5	5	10	5	5	10
Contractuels contrat de projet				0			0	3	3	6	3	6	9
Assistants familiaux		59	442	501	59	410	469	52	372	424	57	404	461
Saisonnier et accroissement temporaire		110	8	118	121	27	148	75	12	87	115	18	133
Personnes ayant bénéficié d'un emploi aidé		1	10	11	2	6	8	1	4	5	4	3	7
Apprentis		9	25	34	17	24	41	12	43	55	19	48	67
Vacataires		16	50	66	23	71	94	21	87	108	25	93	118
Autres (agents non classables dans les catégories)		10	7	17	13	12	25	14	16	30	16	41	57
Total effectif		1243	2719	3962	1417	2990	4407	1367	3050	4417	1511	3373	4884
Total effectif (Hors CDD remplacement)		1231	2684	3915	1392	2925	4317	1330	2928	4258	1439	3120	4559

Analyse par filière :

En dehors de la filière médico-technique qui a connu entre 2019 et 2022 une diminution de 14 %, l'ensemble des effectifs a évolué entre 1 et 9 % sur cette même période.

En 2022, la répartition des effectifs par filière est représentée ci-après :



Analyse par statut :

La répartition des effectifs en fonction des statuts, que ce soit au sein d'une même filière ou en global, est marquée par une augmentation de la proportion des contractuels vis-à-vis des titulaires.

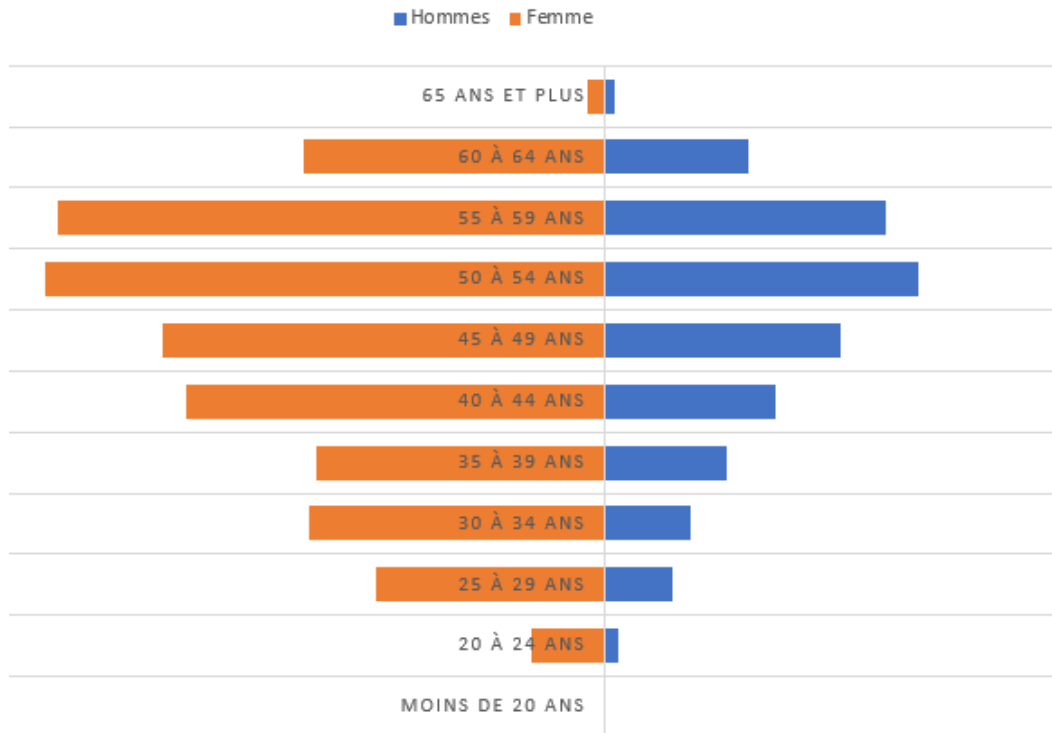
Statut	2 019	2 020	2 021	2 022
Fonctionnaire	85%	83%	82%	80%
CDI	2%	2%	2%	2%
CDD	13%	15%	17%	18%

Analyse par genre :

La répartition des effectifs par genre montre tout d'abord que la proportion de femmes reste toujours supérieure à celle des hommes et que cette proportion est stable autour de 69 % pour les femmes et 31 % pour les hommes.

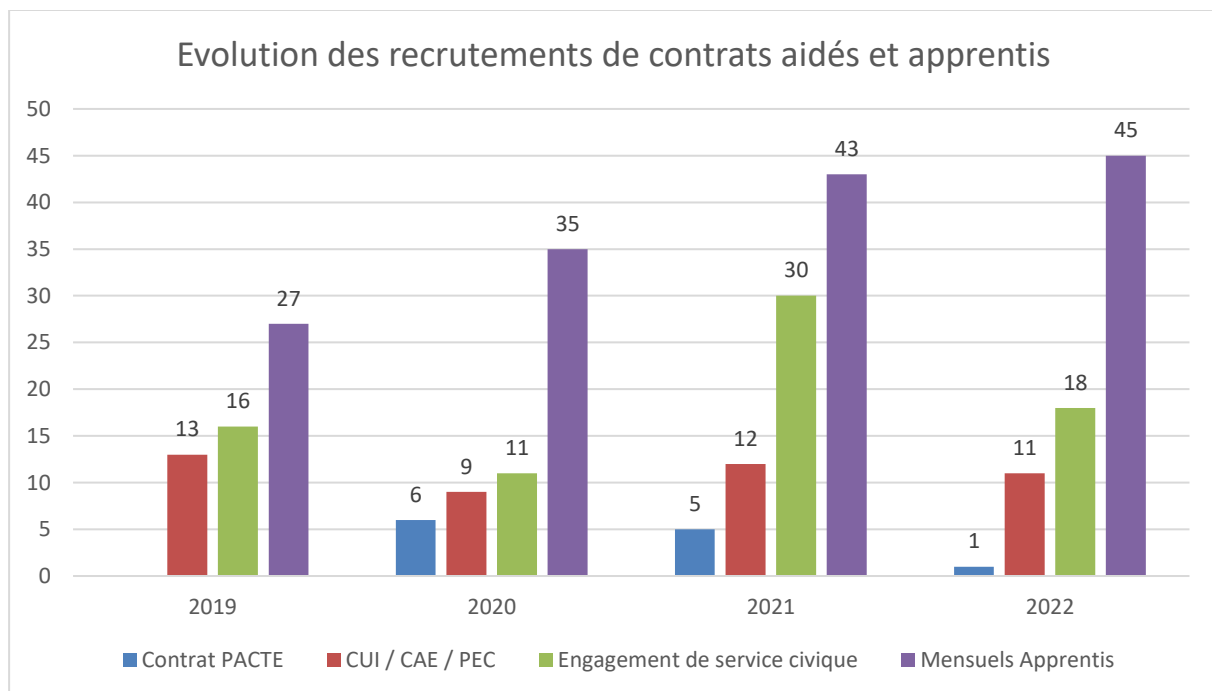
Les distinctions sont plus marquées en fonction des filières où la proportion de femmes monte à 87 % pour la filière administrative et même 90 % pour l'ensemble des filières du social, tandis que pour la filière technique, la proportion est plus équilibrée autour de 41 % pour les femmes et 59 % pour les hommes.

Pyramide des âges :



L'âge moyen des agents se situe dans la strate des 50 et 59 ans.

L'ensemble de ces observations a conduit la direction des ressources humaines à engager depuis 2022 une étude des effectifs basée sur une analyse plus fine par métier, âge, filière et statut afin d'engager des mesures d'anticipation et de prévision de gestion de ses effectifs. De plus, le Département poursuit son engagement en faveur de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la déprécarisation des agents de la collectivité par la création d'autorisations budgétaires sur des contrats aidés tels que les apprentis :



En 2023, le nombre d'autorisations budgétaires pour des apprentis passe à 68 avec une perspective de recrutement de 42 agents en septembre 2023 (26 agents déjà en contrat d'apprentissage).

Enfin, le Département assure le soutien de ces personnels en contribuant pleinement à la formation de ces futurs professionnels comme au financement de leur permis de conduire ainsi qu'à l'octroi de prime pour les apprentis en situation de handicap.

En matière de politique inclusive, le conventionnement avec le FIPHFP (Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) conclu le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 3 ans, a contribué :

- au recrutement de 9 apprentis en situation de handicap ;
- à la réalisation d'un séminaire à destination de l'ensemble des agents de la collectivité sur cette thématique ;
- à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et d'actions comme le financement de transport pour les agents en situation de handicap ou encore l'aménagement de postes de travail.

L'ensemble de ces actions a permis à la fois au Département de renforcer l'accompagnement des personnels en situation de handicap et de réduire de près de 150 000 € sa contribution au FIPHFP.

Dès 2022, le Département a initié la stratégie « Construire–Adapter–Anticiper–Prévenir » (CAAP) visant à répondre aux impacts du prix de la cantine à 2 €, de l'augmentation du nombre de dossiers personnes âgées / handicapées, à faire évoluer nos modalités d'action (modes opératoires innovants en prévention et l'internalisation enfance-famille) et des nouveaux périmètres des intercommunalités du Nord-Isère. Cette stratégie a conduit notamment à la création de 79 postes (au fil de l'année 2023 de nouveaux agents ont donc été recrutés sur ces postes ou permis des mobilités internes).

Une évaluation de l'impact de cette stratégie, tant au niveau couverture en service qu'au niveau de l'organisation du Département et des territoires concernés, sera initiée en 2024, soit un an après la mise en place de cette expérimentation.

En outre, en automne 2023, un Centre de Santé Départemental dont la vocation est de pallier les déserts médicaux a été voté et s'accompagnera de la création de 2 postes de médecin généraliste ainsi que de 2 postes de secrétaire médicale, nouveaux emplois pour une collectivité territoriale.

Sur 2024, les perspectives de créations de postes ou d'autorisations budgétaires sont essentiellement liées :

- au transfert par l'Etat d'un tronçon de la RN 85 qui s'accompagnera de la mise à disposition de 12 agents de l'Etat ;
- à la création de postes ou d'autorisations budgétaires au fil de l'année, répartis sur l'ensemble du territoire, afin de répondre au mieux aux besoins de réorganisation ;
- à la création d'un support de poste CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la REcherche) pour une durée de 3 ans dans le cadre du projet TRAACT « TRansition des systèmes Agricoles et alimentaires : Accompagnement, expérimentation, Capitalisation dans les Territoires », qui vise à comprendre, analyser et accompagner la transition agricole et alimentaire des territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes vers plus de durabilité.

3. Le temps de travail

Le temps de travail effectif des agents (hors assistants familiaux et vacataires) est en conformité avec les dispositifs réglementaires : il a évolué depuis le 1^{er} septembre 2014 de 1 533 à 1 607 heures.

Le Département a mis en œuvre deux types de modalités, en horaire fixe ou en horaire variable.

En outre, des temps partiels de droit ou sur autorisation ont été octroyés à 20 % des agents en 2022 (soit 9 % en temps partiel de droit et 11 % en temps partiel sur autorisation).

Depuis la crise sanitaire, on peut noter le choix d'une part de plus en plus importante d'agents d'exercer une partie de leur activité en télétravail. Une tendance qui se confirme depuis. Le déploiement en 2023 d'une nouvelle charte du télétravail permet d'accompagner cette évolution et d'en envisager des évaluations régulières.

4. Les avantages en nature

Deux catégories d'avantages en nature sont allouées par la collectivité au titre de certaines fonctions exercées : logement pour Nécessité absolue de service (NAS) et véhicule de fonction.

Logements pour Nécessité absolue de service (NAS)

Conformément aux délibérations, bénéficient de cet avantage les agents chargés de la surveillance des biens départementaux (locaux, matériels), ainsi que les agents détachés sur emploi fonctionnel de directeur général des services, de directeur général adjoint ou de directeur de cabinet.

	2019	2020	2021	2022
Nb de bénéficiaires	153	150	150	151
Montant	369 021 €	381 477 €	379 448 €	411 379 €

Véhicules de fonction :

Un véhicule de fonction est attribué aux agents détachés sur emploi fonctionnel et au directeur de cabinet :

	2019	2020	2021	2022
Nb de bénéficiaires	7	7	7	6
Montant	14 169 €	17 175 €	15 667 €	13 147 €

III. Les orientations politiques

A. Premiers décryptages de la loi de finances pour 2024 et de ses incidences sur les finances des Départements

Les lois de finances 2020 et 2021 ont bouleversé l'architecture des ressources des collectivités locales en transférant notamment aux Communes la part départementale de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), et en attribuant en contrepartie aux Départements une fraction du produit national de TVA.

Alors que la loi de finances 2022 n'avait pas introduit d'évolutions majeures, celle de 2023 a acté la suppression progressive de la CVAE et a mis fin dès 2023 à la perception des parts communales et départementales de la CVAE (la part régionale ayant été supprimée pendant le premier quinquennat). Reprenant le modèle de compensation financière qui avait été accordée aux Départements lors du transfert de la taxe foncière aux Communes, l'Etat a affecté une fraction supplémentaire du produit national de TVA en remplacement de ce dernier impôt direct perçu par les Départements.

Le Projet de loi de finances (PLF) 2024 a été présenté en Conseil des ministres. Il reste susceptible de fortes évolutions lors du débat au Parlement.

Dans sa version initiale, le PLF 2024 prévoit une augmentation de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) à périmètre constant de + 222 M€, venant abonder les parts communales et intercommunales. Pour les Départements, le PLF 2024 affiche toujours un maintien des dotations globales de fonctionnement en valeur absolue, donc sans revalorisation au titre de l'inflation. Comme ces dernières années, la péréquation verticale est augmentée de 10 M€, par redéploiement depuis la dotation forfaitaire des Départements, ce qui conduira à un écrêtement de celle-ci pour le Département de l'Isère.

Les Départements sont également mis à contribution au titre des « variables d'ajustement » : ce mécanisme instauré depuis 2008 prévoit que l'évolution des dotations de l'Etat dont les taux de croissance sont supérieurs à l'inflation soit compensée par la baisse corrélative d'autres dotations dites des « variables d'ajustement ». Ainsi pour 2024, la Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) devrait diminuer de - 0,8 %, après une baisse de - 0,39 % en 2023. La dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale, dite « dotation carrée » serait-elle maintenue au niveau de 2023.

Par ailleurs, l'article 56 vient proposer un ajustement des indicateurs financiers des Départements à leur nouveau panier de ressources, à la suite de la suppression de la CVAE et du transfert aux communes de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le produit de TFPB est remplacé dans le potentiel financier par un indicateur agrégeant les produits des DMTO, la fraction de TVA perçue en remplacement de la CVAE et le revenu par habitant. Le taux de TFPB pratiqué en 2020 – critère de répartition du fonds de péréquation des DMTO – est remplacé par un recours accru au revenu par habitant. Ces évolutions produiront leurs effets de façon progressive entre 2024 (neutralisation intégrale) et 2027.

Dans son annexe *Evaluation des voies et moyens*, le PLF 2024 revoit à la baisse le taux d'évolution annuelle du produit de TVA nationale 2023, dont 2 fractions sont affectées aux Départements en compensation de la TFPB et de la CVAE : + 3,7% par rapport à la TVA définitive 2022, alors que le PLF 2023 retenait un taux de + 5,1% sur la TVA révisée 2022. Pour 2024, la croissance du produit de TVA nationale serait de + 4,5% par rapport à la TVA révisée 2023. Le caractère difficilement prédictible du taux de progression de TVA et le mécanisme de notification mis en place (TVA prévisionnelle en octobre N-1, TVA révisée courant N, TVA définitive en N+1) doit conduire à une certaine prudence dans l'évaluation de cette recette majeure pour la collectivité.

Ce PLF 2024 prévoit la réintégration dans le périmètre des dépenses éligibles au Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des travaux d'aménagement de terrains (dont les espaces naturels, terrains de sport, voies vertes, etc.) : cette mesure qui vise à soutenir l'investissement des collectivités locales n'aura d'effet pour le Département qu'à compter de 2025 (versement en N+1 du FCTVA), sur les dépenses réalisées en 2024.

S'agissant des dotations de soutien à l'investissement local, le PLF 2024 entend les faire concourir directement à la transition écologique au travers d'un encadrement normatif des projets financés. La loi de finances pour 2023 avait déjà amorcé cette démarche, le PLF 2024 la renforce : ainsi, concernant plus particulièrement la Dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID), maintenue en 2024 comme en 2023 à près de 212 M€, une part de 20 % sera désormais affectée à des projets locaux favorisant la transition écologique. A noter que la loi de finances 2022 avait procédé à la recentralisation de la DSID en confiant aux préfets de région la totalité de sa répartition selon une logique d'appel à projets dans les domaines jugés prioritaires au niveau local (auparavant 23 % de l'enveloppe était attribuée de manière péréquée mais ce dispositif souffrait d'un ciblage peu efficient).

Outre cette évolution des dotations aux collectivités, le « Fonds vert », dispositif mis en place en 2023 pour accélérer la transition écologique dans les territoires et doté de 2 milliards € de crédits déconcentrés aux préfets, est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés dans trois domaines : performance environnementale (dont la rénovation énergétique des bâtiments publics locaux), adaptation du territoire au changement climatique (ex : prévention des inondations, adaptation aux risques émergents en montagne, prévention des risques d'incendies de forêts) et amélioration du cadre de vie. Le PLF 2024 prévoit de doter ce fonds de 2,5 milliards €.

En parallèle, le Parlement est amené à se prononcer sur le Projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP) pour les années 2023 à 2027. Ce texte, qui n'avait pu aboutir fin 2022 est en cours d'examen au Parlement en seconde lecture : il vient d'être adopté par l'Assemblée nationale après application de l'article 49-3 de la Constitution et sera prochainement examiné au Sénat.

Ce projet de loi, dont l'adoption conditionne le versement d'aides à la France dans le cadre du plan de relance européen, définit la trajectoire pluriannuelle des finances publiques jusqu'en 2027 et acte le retour du déficit public sous la barre des 3 % du PIB et de réduction de la dette à 108,1 % à horizon 2027. Il entend faire contribuer les collectivités locales à l'effort de maîtrise de la dépense publique et au redressement des comptes publics avec un objectif de progression annuelle de leurs dépenses réelles de fonctionnement inférieure de 0,5 % à l'inflation.

Au niveau national, l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimé en pourcentage et à périmètre constant, s'établirait comme suit (article 16 du PLFP 2023-2027) :

Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement %	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

A la différence de la version présentée en 2022, ce projet prévoit désormais que les dépenses exposées au titre des allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH) et de l'aide sociale à l'enfance soient exclues du périmètre des dépenses réelles de fonctionnement à prendre en compte pour les Départements.

Le système de sanctions pour les collectivités qui ne respecteraient pas leurs objectifs en matière de dépenses n'est pas repris dans cette nouvelle version : ce texte ne réintroduit donc pas les « contrats de Cahors » prévus par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 (Pacte financier instaurant un plafonnement des dépenses de fonctionnement, avec un mécanisme de sanctions financières en cas de non-respect des objectifs). La création d'un Haut Conseil des finances publiques locales, associant l'Etat et les présidents d'associations d'élus, doit permettre le suivi de la mise en œuvre annuelle des objectifs de cette LPPF, ainsi que de l'examen des initiatives visant au respect de ces objectifs, avec en particulier la proposition de revues de dépenses dans le champ des administrations publiques locales.

Enfin, l'article 13 précise une trajectoire des concours financiers de l'État entre 2023 et 2027, donnant une visibilité relative aux collectivités sur l'évolution de leurs ressources.

B. La prospective départementale

Dans un souci d'anticipation et de transparence, le Département de l'Isère inscrit la préparation de son budget 2024 dans un cadre prospectif, en tenant compte des hypothèses suivantes (actualisation octobre 2023) :

- La diminution du produit des DMTO de - 10 % compte tenu de la détérioration du marché immobilier, à relier directement au contexte inflationniste et à la hausse marquée et rapide des taux d'intérêt ;
- une hausse prévisionnelle d'environ 3 % du produit de fractions de TVA transférées en 2022 (TFPB) et en 2023 (CVAE), pour 2024 et sur les exercices suivants ;
- une augmentation des dépenses de fonctionnement en 2024 essentiellement liée à la prise en compte du contexte inflationniste, à la croissance des dépenses de solidarité et à la revalorisation du point d'indice ;
- un volume d'investissements moyen annuel d'environ 280 M€ au budget principal (300 M€ consolidés en incluant le budget du THD).

Ces perspectives sont aussi fortement corrélées avec l'évolution de l'économie nationale. En effet, le projet de loi de finances pour 2024 prévoit une hausse de la croissance estimée à + 1 % en 2023, et + 1,4 % en 2024. Ce PLF table sur une hypothèse d'inflation de + 2,6 % (IPC indice des prix à la consommation) contre + 4,9 % en 2023.

Dans ce contexte incertain, conformément aux exigences du CGCT, le tableau ci-après présente l'évolution tendancielle des dépenses et recettes du Département à moyen terme.

Prospective avec une dynamique des fractions de TVA transférées estimées à environ 3 % en 2023 :

BUDGET CONSOLIDE <i>En M€</i>	Rétrospective			Prévisionnel	Prospective			
	2020	2021	2022 (*)	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement	1 157	1 189	1 154	1 192	1 218	1 237	1 260	1 283
<i>Hypothèses d'évolution</i>	-0,8%	2,8%	-3,0%	3,3%	2,2%	1,5%	1,9%	1,9%
Recettes de fonctionnement	1 352	1 421	1 428	1 427	1 411	1 428	1 454	1 482
<i>Hypothèses d'évolution</i>	-1,8%	5,1%	0,5%	0,0%	-1,1%	1,2%	1,9%	1,9%

Epargne Brute	195	232	274	235	193	191	194	199
Dépenses d'investissement, hors emprunt	346	312	293	299	300	300	300	300
<i>Hypothèses d'évolution</i>	-2,2%	-9,8%	-6,0%	1,8%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Recettes d'investissement, hors emprunt	47	57	82	72	71	70	70	70
<i>Hypothèses d'évolution</i>	-35,7%	17,1%	30,2%	-14,0%	-1,4%	-1,8%	0,0%	0,0%

Emprunt	110	90	50	0	40	40	40	40
Remboursement en capital	30	27	29	29	28	30	31	32
Régularisation OCLT(**)		23	5					
Intérêt de la dette	3	4	4	4	4	5	7	9

RATIOS DE GESTION

Encours de la dette, y compris OCLT (**)	391	432	448	419	431	441	450	458
Capacité de désendettement (en années)	2,0	1,9	1,6	1,8	2,2	2,3	2,3	2,3
Taux d'épargne brute	14,4%	16,3%	19,2%	16,5%	13,7%	13,4%	13,4%	13,4%

(*) baisse des dépenses et recettes de fonctionnement consécutive à la fin de la délégation Transports de la Région

(**) OCLT = Crédit revolving

C. Les engagements pluriannuels

En complément des évolutions prévisionnelles portées par la prospective, les engagements pluriannuels par grandes thématiques sont présentés ci-après.

Le détail de ces engagements pluriannuels, ainsi que les orientations en matière d'Autorisations de programme (AP par thématique) figurent en « annexe 19 » du présent rapport.

Les autorisations de programme par thématique :

AUTORISATIONS DE PROGRAMME Situation au 13 octobre 2023 en M€	AP : Situation avant BP 2024		AP : Evolutions proposées au BP 2024	
	Montant AP après vote DM 2023	Stock AP à financer après vote DM 2023	Evolutions prévues BP 2024	Stock AP à financer avec demandes AP BP 2024
AGRICULTURE	2,98	1,76	0,00	1,76
AMENAGEMENT NUMERIQUE	149,47	5,57	6,00	11,57
AUTONOMIE SANTE	139,59	92,47	0,00	92,47
BATIMENTS	314,23	103,75	34,41	138,16
COLLEGES	594,36	206,91	83,38	290,29
COOPERATION INTERNATIONALE	0,00	0,00	2,00	2,00
CULTURE/PATRIMOINE	5,95	3,98	5,05	9,04
EAU	100,60	50,70	0,00	50,70
ECONOMIE RECHERCHE	20,00	9,47	-4,68	4,79
ENVIRONNEMENT	31,63	26,86	1,20	28,06
EQUIPEMENTS SPORTIFS	20,00	9,97	0,00	9,97
EQUIPEMENT TERRITOIRE	61,20	10,20	50,00	60,20
ROUTES	581,73	199,46	63,30	262,76
TOURISME / MONTAGNE	21,00	15,64	1,80	17,44
TRANSPORTS	66,40	29,08	3,00	32,08
UNIVERSITES	24,00	16,00	0,00	16,00
URBANISME LOGEMENT	40,91	18,65	2,50	21,15
Total	2 174,05	800,51	247,96	1 048,46

Nota : montants 2024 hors dotation départementale

Il est à noter que le stock d'Autorisations de programme (AP) déjà votées et qui restent à financer après la DM 2023 (et avant le BP 2024), s'élève à 800,51 M€, en précisant que ces AP ne concernent qu'une partie des programmes d'investissement. A titre d'information, ce stock représente environ 4 ans de financement, sur une base de 202 M€ de Crédits de paiement (CP) par an, soit la moyenne des CP votés aux BP 2022 et 2023.

D. Vers un schéma global des solidarités : une feuille de route pour investir dans le social

Destinées à compenser la perte temporaire ou définitive du revenu issu de l'activité et de l'emploi, les politiques sociales, en France, interviennent souvent après coup, une fois le risque advenu. Si cette approche reste pertinente pour bien des situations, notamment en ce qui concerne la protection de l'enfance en danger, la perte d'autonomie, ou la survenance d'un handicap, elle se trouve parfois décalée par rapport aux évolutions des risques sociaux, liés notamment aux nouveaux besoins de la population, aux modifications des parcours de vie, des trajectoires professionnelles, à l'allongement de la durée de la vie, ou aux évolutions de la famille.

Depuis plusieurs années, une nouvelle orientation générale pour l'action sociale et médico-sociale émerge. Parfois appelée stratégie d'investissement social, cette approche vise à mieux préparer les individus à faire face aux nouveaux risques sociaux. L'approche en termes d'investissement social cherche à situer l'intervention de la protection sociale **le plus en amont possible afin de minimiser les risques sociaux**. La stratégie d'investissement social réoriente les priorités afin d'accompagner les individus tout au long de leur parcours de vie.

Elle vise notamment à mieux répondre aux nouveaux besoins sociaux : la dépendance des personnes âgées, les phénomènes d'exclusion du marché du travail liés au manque de qualification ou aux difficultés pour concilier vie familiale et professionnelle (notamment pour s'occuper des personnes dépendantes, enfants, handicapés ou personnes âgées), l'absence de protection sociale adéquate pour les personnes ayant des parcours professionnels interrompus et / ou incomplets.

L'objectif est d'éviter l'émergence de certains problèmes pour réduire les conséquences, ainsi que les dépenses qui leur sont liées. Cette perspective conçoit ainsi les politiques sociales et médico-sociales non plus comme uniquement un coût pour l'économie, mais comme une série d'investissements, nécessaires pour mieux répondre aux nouveaux besoins sociaux avec anticipation.

Pour Bruno Palier, directeur de recherche au CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po et auteur d'un rapport dans le cadre du Conseil économique et social intitulé « la stratégie d'investissement social », « l'investissement social invite à préparer l'avenir pour avoir moins à réparer ».

L'action sociale est l'une des premières compétences du Département, avec plus de la moitié du budget annuel consacré à ce secteur. Au-delà du coût représenté, ces politiques doivent être également considérées comme un investissement pour l'avenir. Les actions de prévention sont essentielles dans la politique sociale, et ce dès la petite enfance, afin d'anticiper les risques sociaux et permettre l'égalité des chances.

L'objectif des politiques à venir est d'adapter la vision de l'accompagnement social. Il est aujourd'hui primordial de réinventer le modèle d'accompagnement et de le projeter sur l'avenir.

La démarche portée par l'exécutif départemental constitue une démarche transversale, dont la vocation est de retrouver le sens politique de l'action sociale.

La notion d'investissement social sous-tend donc, pour l'exécutif départemental, une philosophie d'intervention fondée sur la conviction que :

- le Département est l'institution légitime et pertinente pour porter les politiques de solidarités, en tant que « chef de file de l'action sociale et médico-sociale ».

Il « définit et met en œuvre la politique d'action sociale, en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'Etat, aux autres collectivités territoriales ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale. Il coordonne les actions menées sur son territoire qui y concourent. » (Article L 121-1 du CASF).

L'action sociale quant à elle vise à « promouvoir (...) l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets » (article L 116-1 du CASF).

Elle concerne les enfants, les jeunes, les adultes, les personnes âgées qui à certaines périodes de leur vie connaissent des fragilités.

Au sein du département, elle est mise en œuvre par un nombre important d'Institutions (Département, CAF, CPAM, Pôle Emploi, MSA, CCAS...) et d'associations. Le Département en tant que chef de file a pour rôle de guider (en déterminant les orientations pour les politiques publiques concernées) et coordonner les interventions de ces acteurs.

- la prévention, l'action anticipée et l'accompagnement précoce des publics, constituent des enjeux majeurs pour améliorer la situation des bénéficiaires de l'action sociale, mais aussi la qualité et l'efficacité des actions menées : c'est le signal envoyé par la stratégie « Construire-Anticiper-Accompagner-Prévenir » (CAAP), et notamment à travers la mise en place des Modes opératoires innovants en matière de prévention (MOIP) qui sont rentrés dans une phase opérationnelle cette année avec la création de près de 80 postes sur des missions complémentaires aux postes existants et mobilisés sur des actions de prévention, d'accompagnement renforcé, de médiation familiale ou matière de santé.

- le développement des logiques de prévention et d'anticipation implique un impératif de sortir du fonctionnement en silo. La mobilisation de nos partenaires dans cette logique est un préalable indispensable à l'engagement d'une véritable logique de prévention.

Le Département de l'Isère a construit plusieurs schémas ou plans départementaux visant à encadrer et guider les actions départementales en faveur de :

- l'enfance, la famille et la jeunesse ;
- l'autonomie des personnes âgées et porteuses de handicap ;
- l'action sociale de polyvalence ;
- l'insertion et le logement ;
- la santé.

Ces différents schémas qualifient et quantifient l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population, notamment au regard de l'offre sociale et médico-sociale existante, et déterminent les perspectives et les objectifs de développement de cette offre en lien avec les partenaires.

Pour prendre en compte les évolutions sociétales passées et à venir, considérer les personnes dans leur globalité, agir le plus en amont possible et développer le pouvoir d'agir des personnes, le Département souhaite maintenant définir un ensemble d'orientations qui pourront faire socle commun pour l'ensemble des politiques d'action sociale qu'il pilote.

Ces orientations préfigurent un futur Schéma Départemental des solidarités qui incarnera la transversalité recherchée et dont le principe est proposé à l'occasion de cette séance publique.

Cette stratégie globale devra nécessairement intégrer les orientations adoptées par l'assemblée départementale notamment en matière de politique Santé, de Citoyenneté, de Jeunesse, et de prévention et de lutte contre les violences conjugales et infra familiales.

Cette stratégie globale en matière d'action sociale et médico-sociale, doit se traduire par des orientations solides dans lesquelles les schémas et plans départementaux devront s'insérer et s'articuler dans une cohérence d'ensemble.

Celles-ci viseront à considérer les personnes dans leur globalité tout au long de leur parcours de vie, de leur naissance à leur fin de vie, et à placer l'usager et son environnement de vie au cœur et en tant qu'acteur des actions menées.

Ainsi le Département et ses partenaires agissent à différents niveaux pour :

- prévenir et anticiper les fragilités des personnes au cours de leur parcours de vie ;
- accueillir, informer et orienter les usagers et leur permettre d'accéder à leurs droits ;
- accompagner et protéger les personnes dans leur globalité, les aider à retrouver ou développer leur autonomie.

Le Département souhaite transformer l'offre sociale et médico-sociale proposée de manière innovante en tenant compte, à chaque étape du parcours des personnes et dans un souci de continuité de ces parcours, des orientations définies ci-après :

1. Favoriser le maintien des personnes dans leur environnement de vie et les interventions « hors dispositifs » ;

Dans une logique de désinstitutionnalisation, il s'agira d'agir le plus possible en prévention et de favoriser l'inclusion des personnes au sein de leur environnement de vie et au sein de la société dans son ensemble. Pour maintenir ces liens, les relations avec les acteurs du droit commun seront privilégiées.

2. Aller vers les personnes et prendre en compte leur avis pour faire évoluer l'offre ;

« L'aller-vers » consiste à aller à la rencontre des personnes, à la fois des personnes accompagnées et leurs proches, physiquement chez elles ou dans les lieux qu'elles fréquentent, ou virtuellement en les contactant par téléphone, mail... Il s'agit d'une démarche proactive de la part des professionnels.

Cette démarche peut également consister à aller chercher les personnes pour recueillir leur avis sur l'offre et l'accompagnement mis en œuvre, afin de rendre ces personnes acteurs de l'évaluation des services proposés et permettre une adaptation de l'offre au plus près des besoins.

3. Renforcer le pouvoir d'agir des personnes et leur participation ;

Il s'agira de rendre les personnes pleinement actrices de leurs parcours et de développer leur implication citoyenne. Dans une logique de « faire-avec », il conviendra d'identifier et accompagner le développement des potentialités des personnes et de poursuivre la démarche de réciprocité engagée par la collectivité.

4. Renforcer les conditions du développement social par le partenariat et le travail en réseau ;

A l'échelle des territoires comme à celle de l'Isère, les partenariats interinstitutionnels et avec les acteurs associatifs devront permettre d'apporter des réponses lisibles et qui soient en cohérence les unes avec les autres, la porte d'entrée n'étant pas l'institution mais l'utilisateur comme un tout.

5. Développer la transversalité et la pluridisciplinarité des équipes intervenant avec les personnes, avec pour ambition la prise en compte des personnes dans leur globalité, et l'aspiration d'un décloisonnement des politiques publiques menées par le Département.

Cette feuille de route trouvera des synergies avec notre politique d'éducation dont l'ambition réside, tant par les choix bâtimentaires que par les actions éducatives volontaristes, dans l'accompagnement du collégien-citoyen de demain.

Au final, l'ambition portée est que l'action sociale constitue globalement un investissement, et non pas uniquement une charge financière, pour consolider, voire reposer, les bases du contrat social.

E. Agir et soutenir l'action des territoires isérois pour accompagner les transitions

Viellissement de la population, changement climatique, transformations numériques, décarbonation de l'énergie, préservation de la biodiversité, économie locale, nouvelles mobilités... Face à ces multiples enjeux, le Département, garant des solidarités sociales et territoriales, a un rôle central à jouer pour permettre l'adaptation des territoires et favoriser la qualité de vie des Isérois.

La préservation des ressources naturelles et leur partage entre les différents usages constituent des enjeux majeurs pour l'avenir. Dans nos territoires de plaines, de plateaux et de montagnes, **la gestion de l'eau** revêt un caractère stratégique pour les acteurs publics. Bien que cette compétence soit largement partagée, le Département souhaite contribuer activement aux orientations stratégiques dans ce domaine. Fort de son action unanimement reconnue pour la structuration des syndicats gemapiens et l'appui à leur fonctionnement, le Département impulsera politiquement et techniquement les réflexions, la structuration du partenariat et les décisions à venir. Ainsi, l'Etablissement Public Technique de Bassin (EPTB) de l'Isère sera constitué à l'échelle de 5 Départements et, sous le pilotage du Département, **une étude prospective partenariale sur la ressource en eau permettra en 2024 de sensibiliser l'ensemble des acteurs et d'orienter les décisions sur la base d'éléments scientifiques partagés.**

Le budget 2024 engagera le Département de manière exemplaire en faveur de la **biodiversité**. L'éducation à l'environnement sera une priorité en permettant à près de **30 000 enfants** de se rendre sur les ENS dans le cadre de leur scolarité. Le schéma directeur des ENS sera révisé en mettant la priorité sur la qualité des plans de gestion des ENS existants qui devrait permettre leur reconnaissance par l'Etat en tant que zones de protection forte mais aussi d'impliquer tous les acteurs dans la protection des espaces naturels remarquables.

Par ailleurs, la foncière environnementale de renaturation et de compensation montera en puissance avec de nouvelles acquisitions et une gestion en régie permettant l'insertion professionnelle des agents de la brigade environnementale. Le projet « Un arbre, un habitant en Isère », déjà en phase de mise en œuvre, donnera à l'Isère une longueur d'avance sur les orientations nationales et répondra de manière concrète et positive aux attentes des forestiers, des agriculteurs et des communes dans le contexte de changement climatique.

Indispensable pour permettre aux Isérois d'avoir accès à **une alimentation locale et de qualité**, l'agriculture bénéficiera également d'un soutien sans faille du Département qui peut s'appuyer sur le **pôle agro-alimentaire** et déjà près de **2 000 produits locaux labellisés Ishere**, garantissant la juste rémunération des producteurs. En lien avec les collèges et leurs cuisines, des moyens importants seront mis en œuvre pour tendre progressivement vers l'objectif de « 100 % local ou bio dans nos cantines ». L'appui du Département passera également par la demande auprès de l'Etat de pouvoir poursuivre nos subventions aux mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) qui permettent l'évolution des pratiques en lien avec les enjeux de biodiversité. En soutien à la profession, **le dispositif Isère Véto** facilitant l'implantation de vétérinaires en Isère sera maintenu, de même que les aides à la Chambre d'agriculture et aux organisations professionnelles. Enfin, concernant l'hygiène alimentaire et la santé animale, le laboratoire vétérinaire départemental poursuivra une veille sanitaire active et le soutien au groupement de défense sanitaire permettra notamment de lutter, en partenariat avec les acteurs locaux, **contre le frelon asiatique et la besnoitiose**.

En matière d'énergie, l'action du Département se caractérisera encore en 2024 à la fois par son exemplarité et par son implication dans les projets innovants.

Exemplarité d'une part avec la finalisation des travaux d'isolation thermique de l'Hôtel du Département, avec l'importance du plan pluriannuel d'investissement orienté sur l'isolation thermique des bâtiments ainsi qu'avec la politique d'électrification des véhicules du Département.

Soutien à l'innovation d'autre part par les dispositifs **d'aides à la méthanisation agricole**, le contrat de chaleur renouvelable, le conseil et les aides aux particuliers, notamment les ménages les plus modestes, pour engager des rénovations énergétiques globales de leur logement, ainsi que les expérimentations en lien avec la filière hydrogène ou encore la création avec Elegia-Energie d'une société de projet facilitant le développement des projets de production d'énergie renouvelable en Isère.

Concernant l'aménagement numérique du territoire, le déploiement de la fibre optique sur le réseau d'initiative publique est en phase opérationnelle avec plus de 100 000 abonnés et avec l'objectif maintenu d'une couverture totale du territoire en Très Haut Débit d'ici la fin de l'année 2025. D'ici la fin de l'année 2024, près de 350 000 prises seront livrées et ce réseau permettra également des connexions fiables, sécurisées et peu coûteuses en réponse aux contraintes du SDIS, ainsi que le développement de services innovants pour les collectivités territoriales.

La politique du Département en faveur des mobilités aura pour objectif d'offrir aux usagers des modes de déplacements sûrs, modernes et accessibles. Le budget 2024 permettra de maintenir le suivi et la rénovation de nos infrastructures départementales pour prendre en compte les exigences environnementales, pour prolonger la durée de vie des ouvrages et pour faire face au mieux aux risques naturels (éboulements, glissements de terrain, inondations...).

Le Département mettra en œuvre des projets structurants comme la poursuite de l'aménagement de l'axe de Bièvre et la sécurisation des liaisons avec les Hautes-Alpes, et l'intégration de la RN85 entre Laffrey et Corps dans le réseau départemental, la sécurisation des passages à niveaux et la reconstruction du pont de Brignoud.

Il poursuivra son objectif de **doublent des pistes cyclables et voies vertes** et il accompagnera les projets de desserte ferroviaire (étoile ferroviaire grenobloise, pôles d'échanges multimodaux...). L'aéroport de Grenoble verra la modernisation de ses équipements. Après l'emménagement du pôle formation l'ENAC dans ses nouveaux locaux, il accueillera un projet de ferme photovoltaïque de plusieurs dizaines d'hectares ainsi que l'arrivée d'une entreprise spécialisée en transport sanitaire d'urgence et il se développera autour de l'aviation décarbonée. Enfin, en lien avec ses politiques sociales, le Département innovera afin que les déplacements ne constituent pas un frein à la recherche d'emploi, à la formation et à l'accès aux soins pour les publics en difficulté et éloignés des réseaux de transport urbain.

Dans ce contexte d'évolutions et de transformations, la culture est une source d'épanouissement personnel qui contribue à la cohésion de la société, aux débats d'idées et au partage de valeurs communes. Cette politique restera prioritaire avec des investissements forts sur les projets patrimoniaux (musée d'histoire de Vienne, Palais du Parlement, pôle muséal de conservation...) mais également en faveur de la lecture publique (rénovation de la médiathèque départementale de Saint-Martin-d'Hères ...), l'accessibilité de l'enseignement et l'éducation artistiques. Par ailleurs, le budget du spectacle vivant sera renforcé, notamment sur les activités portées par l'EPCC AIDA (festival Berlioz, dispositif « à travers chants » pour les écoliers, concerts gratuits des « Allées chantent »...).

La politique culturelle du Département sera à la fois exigeante et **à destination de tous**. Ainsi, les efforts seront poursuivis pour la préservation du patrimoine protégé ou non protégé, qu'il soit public ou privé.

Le dispositif nature/culture renforcera la synergie entre les sites naturels du Département et les enjeux culturels et patrimoniaux, avec par exemple la publication et mise en ligne du nouvel Atlas des paysages.

Des actions seront renouvelées dans le registre des initiatives « culture et santé » et « culture partagée », à la faveur d'actions impliquant des publics empêchés ou en précarité. En ce sens, les services concevront aussi divers projets avec des structures médicales ou sociales et particulièrement le musée Hébert, au titre de son partenariat avec le Centre hospitalier Alpes-Isère (CHAI) spécialisé en santé mentale.

Le Département confortera la programmation (année de la mode et du vêtement) et la médiation dans ses équipements (11 musées, prochainement 12, Archives départementales), son soutien aux scènes ressources et coordonnera à l'échelle de tout le territoire les réseaux et les événements forts et fédérateurs comme les Journées européennes du patrimoine ou Musées en fête.

Au niveau international, le Département s'impliquera dans des projets importants, notamment pour améliorer l'accès à l'eau au Sénégal et le maillage des services de santé en Arménie. Il saura également se mobiliser pour les événements exceptionnels et dramatiques comme il a su le faire avec réactivité pour le Maroc en cette fin d'été 2023.

Les projets portés par le Département ainsi que son soutien très fort aux projets des acteurs locaux dans les domaines de l'écologie, de l'énergie, des mobilités, du numérique, de la culture ou de l'agriculture contribueront à un développement équilibré du territoire et à une approche positive et constructive des mutations en cours.

Ce dynamisme volontaire sera porté de manière forte par l'agence Isère Attractivité dont les actions de promotion du territoire seront renforcées et adaptées aux enjeux et aux priorités locales. L'agence formalisera ainsi son offre de service à destination des collectivités et des professionnels, en lien étroit avec les politiques départementales et les acteurs du tourisme, du monde économique, de la gastronomie, du sport et de la culture.

Les orientations du Département se veulent ainsi pragmatiques et de bon sens, en cherchant à être exemplaires, en s'appuyant sur des données scientifiques, en amenant de la sérénité et en misant sur la responsabilité des acteurs. A ce titre, la collectivité sera **dynamique et innovante** en s'investissant sur les réflexions stratégiques concernant une expertise partenariale sur la ressource en eau, l'analyse prospective sur la filière hydrogène en Isère ou encore la création d'une foncière de renaturation et compensation environnementale. Le Département de l'Isère restera très opérationnel sur des sujets comme la structuration du pôle agro-alimentaire, le déploiement du THD pour tous, l'accès à la culture, la rénovation thermique des bâtiments départementaux, le doublement des pistes cyclables et voies vertes ou encore le soutien aux réseaux de chaleur et à la méthanisation ; autant de projets qui répondent à la fois aux besoins quotidiens des Isérois et aux transformations économiques et sociétales.

F. Soutenir les territoires en étant au rendez-vous des nouveaux enjeux

Le soutien du Département aux dynamiques de territoires est ancré dans sa volonté d'accompagner les communes et les intercommunalités face aux évolutions, de ne pas les laisser seules face aux nombreux défis qui émergent.

Aussi le Département fait vivre à la fois des aides bien repérées par les communes et intercommunalités et innove par des dispositifs nouveaux.

2024 verra la création d'un fonds dédié aux projets structurants des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Il s'agit en complément des aides existantes, et sans obérer les moyens apportés aux communes, de soutenir des projets particulièrement structurants pour les territoires. Cette nouvelle opportunité de soutien peut être essentielle à la concrétisation de démarches s'inscrivant dans une vision de long terme qui souvent peinent à trouver leur financement.

A noter que l'action du Département est organisée désormais à travers des territoires redécoupés pour intégrer le schéma départemental de coopération intercommunale, ce qui renforce les dynamiques de collaboration entre le Département et les intercommunalités et favorise la cohérence des partenariats.

De façon plus ciblée, le Département déploiera en 2024 deux autres dispositifs nouveaux. Tout d'abord, en lien avec l'actualité du mois de juin dernier, et suite aux dégradations qu'ont subies certaines communes, le Département va soutenir financièrement les travaux de remise en état par la création d'un fonds d'urgence.

Enfin 2024 verra également se renforcer le dispositif d'accompagnement des communes et leurs groupements pour leurs projets de vidéoprotection sur les espaces publics.

Ces nouveaux dispositifs de financement, structurants ou plus ciblés, viennent compléter le panel très riche de soutiens déployés par le Département pour les communes et intercommunalités.

Les dotations territoriales et départementales bien repérées permettent chaque année aux collectivités locales de financer leurs projets. Dans ce cadre, les plans thématiques viennent amplifier les transformations nécessaires dans certains domaines. On citera le plan école qui a permis la réhabilitation de très nombreux équipements scolaires sur l'ensemble des territoires. Les travaux sont pour certains encore en cours.

On citera également le soutien à la réhabilitation thermique avec une majoration de 10 % des enveloppes attribuées pour les projets concernés.

G. Soutenir les collectivités c'est également s'inscrire de façon dynamique dans les contractualisations structurantes pour les territoires

2023 a été l'année de finalisation de la Convention Départementale pour l'Isère du **Contrat de Plan État-Région 2021-2027** (CPER) dans son volet territorial et dans son volet Enseignement supérieur recherche innovation (ESRI). Le Département a pu s'inscrire de façon très dynamique dans cette programmation.

2024 est l'année du volet mobilité du CPER avec des enjeux stratégiques forts tant sur le plan ferroviaire que sur le plan des voies vertes ou encore des ascenseurs valléens.

La contractualisation permet y compris sur des échelles plus réduites de porter une ambition partagée et de clarifier les objectifs et moyens dédiés aux politiques territoriales.

Cette année 2024 verra le renouvellement et donc l'actualisation de plusieurs conventions qui sont essentielles pour la vie des territoires. C'est le cas pour les parcs du Vercors et de la Chartreuse. Dans le cadre du renouvellement des chartes de ces parcs, le Département souhaite mettre en place des conventions qui précisent le plan d'action et le partenariat financier.

C'est également le cas avec le CAUE. La Convention partenariale d'objectifs et de moyens (CPOM) sera renouvelée pour la période 2024/2026. C'est l'occasion de renforcer les liens de coopération avec cette structure qui a un rôle essentiel de conseil auprès des communes dans l'accompagnement de leurs projets. Elle contribue également à la formation et la sensibilisation de publics diversifiés, écoliers, collégiens mais également élus sur les enjeux environnementaux notamment.

Enfin, dans une période marquée par de nombreuses transformations sociétales et environnementales, il est essentiel que le Département définisse, à l'aune de ce nouveau contexte, sa stratégie d'accompagnement des acteurs du tourisme et de la montagne. Le schéma tourisme et montagne dont l'élaboration a été initiée en 2023 trouvera en 2024 son aboutissement. Démarche conduite de façon participative, elle vise à identifier les leviers stratégiques d'action et à adapter les moyens de financement au regard de ces enjeux.

Il s'agit ainsi de contribuer à l'émergence et la concrétisation de projets permettant un avenir pérenne pour ces territoires riches de leurs atouts.

En complémentarité, la charte de la ruralité départementale finalisée en 2023 sera un point d'appui pour aider les communes rurales à renforcer leurs aménités et à s'inscrire positivement dans les transformations importantes qui marquent actuellement leur devenir.

H. Au service de ses politiques publiques, un Département disposant de ressources internes performantes, engagées et adaptées

Ce débat d'orientation budgétaire se déroule dans un contexte conjoncturel très mouvant. L'inflation généralisée dans le pays touche pleinement notre collectivité qui doit faire face à l'évolution forte de ses propres charges de fonctionnement mais doit aussi, dans l'exercice de ses compétences, accompagner les plus fragiles eux-mêmes directement concernés par la baisse de leur pouvoir d'achat.

La gestion responsable de notre collectivité depuis de nombreuses années et les choix budgétaires éclairés offrent au Département une santé financière remarquable qui lui permettra de soutenir budgétairement ses actions en 2024. En effet, l'augmentation du taux des Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) décidée en 2022 devrait permettre d'atténuer les effets sur cette recette de la baisse du volume des transactions immobilières, consécutive à la hausse des taux. Nous bénéficierons par ailleurs du dynamisme de la fraction de TVA eu égard au contexte inflationniste en cours.

Ainsi, sans dogmatisme, nous ferons évoluer nos ressources humaines dans l'optique d'un service public performant et compatible avec les attentes des usagers. Nous mettrons donc un accent fort sur la qualité de notre relation à l'usager et n'hésiterons pas à revoir nos modes de délivrance du service public lorsque le besoin le justifie.

Il conviendra de renforcer l'attractivité de notre collectivité pour attirer toujours plus de professionnels de qualité, motivés par les conditions de travail au Département de l'Isère et volontaires pour s'inscrire dans la durée dans notre collectivité. Les différentes étapes de dialogue social à venir leur offriront des perspectives positives sur la santé au travail, sur les équipements informatiques, sur les environnements de travail et sur la rémunération. De plus, l'année 2024 verra se concrétiser la mise à jour de nos lignes directrices de gestion, véritable colonne vertébrale de la politique de gestion des ressources.

Pour lier son rôle de chef de file de l'autonomie à son ambition d'employeur exemplaire, le Département conventionnera pour une nouvelle période de 3 ans avec le FIPHP (Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) afin d'ancrer dans la durée son action en faveur des travailleurs en situation de handicap et de nouer un partenariat riche avec cette institution.

L'année 2024 verra l'achèvement de plusieurs projets de restructuration de nos bâtiments qu'il s'agisse de collèges, de centres d'entretien routiers ou de locaux administratifs. Ces projets ainsi que les suivants seront tous le témoin de notre action en matière de rénovation énergétique des constructions de nature à servir notre politique de transition écologique.

Cette politique se traduit aussi dans l'évolution de notre flotte automobile de moins en moins émettrice de CO2 au fil des années.

De même, nous établirons une nouvelle version de la charte de la commande publique pour intégrer de nouveaux engagements en matière d'achats responsables et durables.